

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
PRIX DU BLÉ EN FRANCE
AU XIX^E SIÈCLE

(Histoire et Statistique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Samedi 1^{er} Mai 1909, à 1 heure.

PAR

NOËL BEAURIEUX

Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

Suffragants :

{	MM. DESCHAMPS, professeur.
	HITIER, agrégé.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
11, Rue Victor-Cousin, 11

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES

PRIX DU BLÉ EN FRANCE

AU XIX^E SIÈCLE

(Histoire et Statistique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Samedi 1^{er} Mai 1909, à 1 heure.

PAR

NOËL BEAURIEUX



Président : M. FERNAND FAURE, professeur.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, professeur.
HITIER, agrégé.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1909

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- Administration des monnaies et médailles. Rapport au Ministre des Finances. — Douzième année 1907. Paris, Imp. nat.
- AVENEL (Vicomte G. d'). — Histoire économique de la propriété des salaires des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800. 2 vol. Paris, 1894.
- BLOCH (Cam.). — Etudes sur l'histoire économique de la France (1760-1789).
— Le Commerce des grains dans la Généralité d'Orléans (1768). Brochure in-8. Paris, 1900.
- DUPRÉ DE SAINT-MAUR. — Recherches sur la valeur des monnaies et sur le prix des grains avant et après le Concile de Francfort. 4 vol. in-8. Paris, 1762.
— Essai sur les monnaies ou réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées. 1 vol. in-8. Paris, Coignard, 1796.
- FÖLDES (Prof. Dr Béla). — Die Getreidepreise im XIX^e Jahrhundert. Sonderabdruck aus den Jahrbüchern für Nationalökonomie und statistik herausgegeben von ; Dr^s J. Conrad, Edg. Lœning, W. Lexis, H. Waentig, Dritte Folge, Band XXIX, Heft 3. Jena 1903. Gustav Fisher.
- FOVILLE (de). — La transformation des moyens de transport et ses conséquences économiques. 4 vol. in-8. Guillaumin.
— Paris.
- GIROD. — Les subsistances en Bourgogne et particulièrement à Dijon à la fin du XVIII^e siècle (1774-1789) (*Revue bourguignonne*, t. 16, 1906, n. 4).
- HANAUER (L'Abbé). — Etudes économiques sur l'Alsace

ancienne et moderne. 2 vol. in-8 (Paris et Strasbourg, 1876-1878).

LESAGE (Ch.). — Les Droits de Douane et les prix du blé (*Annales de l'Ecole libre des sciences politiques*). Année 1891.

LETACONNOUX. — Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle (Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes).

LEVASSEUR (E.). — La France et ses Colonies (Géographie et statistique), 3 vol. in-8. Ch. Delagrave, 1890.

— Les Prix. Aperçu de l'Histoire économique de la valeur et du revenu de la terre du commencement du XIII^e siècle à la fin du XVIII^e, brochure in-8. Paris, 1893.

MAUGUIN (M.). — Etudes historiques sur l'Administration de l'Agriculture en France. 3 vol. in-8. Paris, 1876.

Récoltes des céréales et des pommes de terre de 1815 à 1876 publié en 1878 par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce. Direction de l'Agriculture. Bureau des subsistances. 1 vol. grand in-4.

RISLER. — Etude sur la Crise agricole en France et en Angleterre.

Statistique agricole de la France. Résultats généraux des Enquêtes décennales de : 1862, 1882, 1892, publiés par le Ministère de l'Agriculture.

Tableau des prix moyens du froment par généralité de 1756 à 1790 et par département de 1797 à 1835. *Archives statistiques*. 1837.

Tableau des prix moyens mensuels et annuels de l'hectolitre de froment en France par département depuis le 1^{er} vendémiaire an IX (22 septembre 1800) jusqu'au 31 décembre 1870 publié par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce.

INTRODUCTION

Le prix du blé et ses variations exercent sur la vie économique des peuples une influence profonde. Sans aller jusqu'à admettre, comme le fait Adam Smith, que le prix du blé puisse être pris comme étalon des valeurs, on doit reconnaître que c'est sur lui que se modèlent, dans la plupart des cas, les prix des autres denrées.

Aussi haut que l'on remonte dans l'histoire, il apparaît que ce fut là une grosse préoccupation pour les Gouvernements. Bien des événements, bien des bouleversements même ont eu leur origine première dans le problème du prix des subsistances, et en particulier du froment. A la veille de la Révolution française, il faisait l'objet des conversations graves qui agitaient les salons et, sans parler des véritables économistes, des philosophes et des littérateurs comme Voltaire et l'abbé Galliani, se passionnaient pour les controverses dont il était l'objet. Des ouvrages très importants ont été écrits à l'étranger sur le prix

du blé, surtout en Angleterre et en Allemagne ; quant aux travaux rédigés en français, nous aurons l'occasion d'en citer quelques-uns dans le cours de cette étude ; qu'il nous suffise de dire, dès maintenant qu'ils sont très nombreux. Presque tous, d'ailleurs, envisagent le problème au point de vue économique et, sur ce point, il semble qu'il soit bien difficile de faire œuvre originale.

Mais une question se pose tout d'abord : une telle tâche peut-elle être entreprise avec quelque chance de succès en se servant des documents dont on peut disposer actuellement ? Est-il possible surtout d'établir une liste de prix moyens qui puisse constituer une base solide et sérieuse pour un semblable travail ? Pour nous en rendre compte, il nous a paru intéressant de nous reporter à un ouvrage de même ordre publié par M. G. d'Avenel et intitulé : *Histoire économique de la Propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix, en général, depuis l'année 1200 jusqu'à l'année 1800*. L'auteur s'y propose d'établir une moyenne des prix des différents produits et notamment du blé pendant la période de six siècles qu'il a envisagée. Ce but a-t-il été atteint dans des conditions satisfaisantes ? Nous allons l'examiner tout d'abord et nous pourrions nous rendre compte des difficultés qu'il faudrait ren-

contrer dans l'accomplissement d'un travail analogue.

Dans l'avertissement en tête du Tome I^{er} M. Levasseur prévient le lecteur que les séries de prix données dans la seconde partie ne sont pas complètes et, de plus, que toutes les sources auxquelles les chiffres ont été empruntés sont loin d'avoir la même valeur ; il déclare irréalisable une entreprise qui consisterait à fournir pour chaque région province ou ville, les variations annuelles des prix. Plus loin, dans l'introduction, l'auteur lui-même nous expose toutes les difficultés qu'il a rencontrées et qu'il a souvent renoncé à surmonter, parce qu'il fallait à la fois dépenser trop de temps et trop d'argent pour y parvenir. En nous indiquant les documents où il a puisé, il assure avoir dû souvent, au lieu de fouiller les originaux, se contenter de s'en rapporter aux inventaires et aux dépouillement des archivistes. Il dit aussi toutes les déceptions qu'il a éprouvées dans ses recherches à cause du dédain de l'historien pour les questions économiques. Les publications de comptes et les renseignements sur le prix de la vie sont rares dans les mémoires, les correspondances, les compilations des érudits au siècle dernier. En ce qui concerne les données elles-mêmes, il signale encore un gros obstacle : la nécessité de

convertir en mesures actuelles les unités de quantités ou de poids dans lesquelles elles sont exprimées. Les anciennes mesures françaises avant la Révolution variaient de province à province et, pour une même province, d'une ville à l'autre. De plus, quand il s'agit de la monnaie, il faut savoir si l'on a affaire à la monnaie royale ou à la monnaie seigneuriale. Dans ces conditions on doit reconnaître le mérite de M. d'Avenel, car ce n'était pas une mince besogne que celle qu'il a voulu entreprendre. Il a fouillé les archives nationales, celles des grandes villes, et aussi celles des communes beaucoup moins importantes et de sociétés diverses. Il a puisé également des documents sérieux dans des ouvrages de grande valeur, celui de Dupré de Saint-Maur, l'étude de l'abbé Hanauer sur l'Alsace, et autres travaux importants. Ainsi il a réuni une liste de prix que M. Levasseur estime à juste raison la plus importante de toutes celles qui existent. Malheureusement il s'est rendu compte lui-même de ce qu'il y avait de précaire dans ses efforts, et il avoue en fin de compte : « qu'il est impossible à un individu isolé de parvenir, à moins de vivre plusieurs siècles, à effectuer seul un semblable travail ». Pour lui, la solution de la question réside dans l'élaboration successive de monographies purement régio-

nales ; puis, lorsque toutes ces analyses de détail auront été effectuées pour l'ensemble de notre pays, il sera possible d'en déduire un tableau des prix moyens des denrées en France.

Cet aveu, de la bouche même de M. d'Avenel, ne tendrait à rien moins qu'à prouver le caractère provisoire et incomplet de son travail ; il a voulu faire la synthèse d'une question alors que l'analyse de détail n'avait été faite par personne, et il en résulte que son ouvrage contient non seulement des lacunes, mais encore des erreurs. M. Levasseur estime « que l'impossibilité de tout donner ne doit pas détourner de donner quelque chose et que le fonds de la publication composé d'environ 9.600 prix restera et sera à la disposition des historiens jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés, s'il y a lieu, par des moyennes meilleures ». Mais on ne voit pas très bien quelle peut être l'utilité et la portée de documents aussi imprécis. M. d'Avenel eut mieux fait, semble-t-il, de renoncer à faire porter son étude sur le prix de toutes les denrées en France pendant plusieurs siècles et de se borner à une étude analytique sérieuse sur les prix du blé dans telle ou telle province, pendant une petite période d'années, comme l'ont fait, depuis, un certain nombre d'auteurs ; il nous suffira de citer les travaux très intéressants de M. Letaconnoux, *Sur la Bre-*

tagne au XVIII^e siècle ; de M. C. Bloch, *Sur l'Orléanais* ; de M. Girod, *Sur la Bourgogne*. Ces ouvrages ont certainement contribué à faire avancer d'un grand pas la science économique au point de vue de la question des prix.

Avant de nous mettre au travail, nous avons envisagé la possibilité d'entreprendre une étude ainsi spécialisée : la nécessité presque absolue de se déplacer pour aller compulser sur place les archives provinciales ou départementales nous en a détourné à cause du peu de loisirs dont nous disposions. Il nous fallait donc, à tout prix, nous décider pour une étude générale. Dans cet ordre d'idées, nous avons espéré qu'il nous serait possible de remonter jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ; cela eût été intéressant et nous eût permis d'établir une comparaison entre les deux périodes correspondantes de la fin des deux derniers siècles. Dans ce but nous avons fouillé longuement les dossiers des Archives Nationales susceptibles de contenir des documents sur les prix du blé dans les provinces sous l'Ancien Régime, notamment les séries F 11, F 12, F 20, G 7... Or il est facile de se rendre compte du peu de matériaux utiles qu'elles contiennent. On y trouve les indications de prix isolées et éparses au milieu d'une foule d'autres documents, ces séries de données n'ayant pas encore été classées.

En présence des difficultés rencontrées nous avons dû consentir à limiter notre travail à la période pour laquelle nous possédons dans la statistique officielle des données sérieuses, pouvant servir de base à une étude d'ordre général. Nous voulons donc étudier les prix du blé en France au xix^e siècle ; mais non pas aborder la question dans toute son ampleur en discutant les grands problèmes de politique économique qu'elle soulève. Cette étude a déjà été faite par des économistes de grande valeur qui sont loin d'être d'accord sur ce sujet et un tel travail, des plus délicats, n'eut pas été très nouveau. Nos ambitions sont moindres : nous nous proposons seulement d'étudier l'évolution des prix. Nous procéderons donc de la façon suivante : nous donnerons d'abord un aperçu de l'histoire de la Statistique pendant le siècle dernier. Ensuite nous examinerons les variations des prix et les influences qu'elles ont eu à subir et qui ont pu les modifier dans un sens ou dans l'autre. Enfin, dans la dernière partie, nous élargirons un peu le cadre de notre travail et nous rechercherons s'il n'y a pas une loi générale à laquelle obéissent les prix, non seulement en France mais encore dans toutes les grandes nations, importantes au point de vue de la production et de la consommation du blé.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA STATISTIQUE DU PRIX DU BLÉ (1)

Le principe, la base même de la statistique des prix du blé en France, réside dans la publication des états de mercuriales, dont l'origine est assez ancienne dans notre pays. Au milieu du XVIII^e siècle elles existaient déjà, mais c'étaient des mercuriales générales, dues aux Municipalités et ayant un caractère plutôt officieux. Elles avaient été prescrites dès l'année 1539 dans chaque chef-lieu de sénéchaussée et de baillage

1. La plupart des renseignements, contenus dans ce chapitre, nous ont été fournis par le Service des Études techniques du Ministère de l'agriculture.

par l'Edit de Villers-Cotteret, confirmé plus tard par un édit de Colbert. Toutefois ce n'est guère qu'à partir de 1756 que cette publication commence à fonctionner d'une façon sérieuse et régulière. En 1763, après la création du Ministère des Affaires étrangères, le Bureau du Commerce, qui était dirigé par le célèbre Trudaine, avait conservé dans ses attributions le service des subsistances partagé en deux bureaux, le premier dit « des approvisionnements du Royaume en grains », et le second dit : « confection des états de prix des grains et denrées ».

Cette organisation, malgré son caractère officiel, était bien imparfaite. On ne transmettait pas très régulièrement les états de prix, et cela est facile à constater dans les dossiers conservés aux archives nationales, où nous trouvons des lettres adressées par le Ministre à certains préfets, pour se plaindre de la lenteur mise par ceux-ci à lui faire parvenir ces documents. Dans les tableaux généraux par quinzaine où nous voyons réunis les renseignements pour tous les départements, nous constatons que beaucoup de départements manquent complètement, tandis que d'autres n'envoient que le dernier prix sur le marché du lieu le plus marquant sans se préoccuper même de faire

une moyenne. De plus, au point de vue du mode de calcul des prix moyens un rapport à l'Empereur du 22 août 1814, au sujet d'un projet de loi sur l'exportation, fait la critique de la méthode pratiquée antérieurement à cet égard : il y est dit ce qui suit :

« Dans le dernier état de choses on, prenait dix marchés au moins pour chaque préfecture, mais il est impossible d'en admettre un pareil nombre sans en admettre beaucoup d'insignifiants ou de suspects faute de contrôle et de surveillance. Dans ces systèmes chaque marché comptait pour un dixième dans la détermination du prix comme la place la plus importante ; le résultat était nécessairement erroné. De tels moyens offrent à l'intrigue ou au monopole des facilités dangereuses. En opérant sur de faibles quantités ou sur de petites communes des spéculateurs, mal intentionnés, peuvent neutraliser l'influence de marchés importants et régler, au gré de leurs intérêts, le cours d'un département. »

D'ailleurs on avait déjà compris au Ministère ce qu'il y avait de défectueux dans cette façon de calculer les moyennes. Dès lettres, adressées à certains préfets, leur reprochent d'établir les prix de quinzaine en additionnant les prix moyens de chaque marché et en divisant la

somme obtenue par le nombre des marchés ; leurs auteurs ajoutent que, pour avoir des résultats exacts, dans ces conditions, il faudrait que les quantités vendues soient les mêmes dans chaque marché, ce qui, en fait, ne peut pas exister.

L'Administration signale à plusieurs reprises les vices qui existent dans l'organisation de ce service. Une circulaire aux préfets du 20 thermidor an X, leur recommande l'adoption de l'hectolitre comme unité de mesure fondamentale. Il est dit aussi que les Mercuriales doivent être transmises dans un délai de cinq jours au plus après l'expiration de la quinzaine sur laquelle elles portent, et transcrites sur les registres municipaux le jour même des marchés immédiatement après leur clôture. De plus, elle demande que soient joints aux mercuriales elles-mêmes, les états de la totalité des grains vendus et du prix moyen des ventes pour chaque espèce.

Malgré tous les efforts faits pour réagir, cette organisation, si imparfaite, avait subsisté en France d'abord jusqu'en 1790 ; puis, après avoir été interrompue jusqu'en 1797, elle avait recommencé à fonctionner cette année-là avec cette différence que les prix moyens après la Révolution étaient fournis par départements naturellement et non plus par généralités : ces mer-

curiales générales devaient exister jusqu'à nos jours.

Quant au Service qui était chargé de la centralisation de ces documents son importance n'a fait que croître depuis 1756, malgré les transformations nombreuses faites dans les différents Ministères. Le 10 vendémiaire an IV, notamment, le Ministère de l'Intérieur fut réorganisé et la 6^e division, dite des Subsistances, comprit trois bureaux, dont l'une des attributions principales fut les marchés et les mercuriales. Puis, après la dissolution de la division des subsistances, il resta deux bureaux : l'un fut réuni à la première division du Ministère sous le nom de Bureau de la statistique et relevait le cours des mercuriales dont il établissait la moyenne. Plus tard, avec l'inauguration du Consulat, Lucien Bonaparte, ministre de l'Intérieur, réorganisa les services de son Ministère et réunit ceux concernant l'agriculture dans un bureau appelé Bureau de l'agriculture, tandis qu'un autre était constitué avec le services des subsistances, joint à celui du commerce, sous le nom de Bureau du commerce et des subsistances, celui-ci comprit dans ses attributions la statistique des mercuriales. Plus tard, le 22 juin 1811, un nouveau Ministère fut créé sous le nom de Ministère des Manufactures

et du Commerce et partagé en quatre divisions dont la quatrième était celle des subsistances divisée en deux bureaux.

Nous arrivons maintenant à la date de 1814 qui est très importante dans l'histoire des mercuriales. C'est à ce moment que leur publication devient véritablement officielle, avec la loi du 2 décembre 1814, relative à l'exportation des grains, farines et légumes. Cette loi autorisait l'exportation mais divisait la France en trois zones, fixant un maximum au-dessus duquel l'autorisation tombait dans chaque zone. Elle contenait un article 6 ainsi conçu :

« Le prix moyen de blé froment, qui doit servir de règle dans chaque département frontière pour l'exportation et la prohibition de sortie, sera publié une fois par semaine par les soins et à la diligence des préfets, qui prendront pour base les prix moyens des dernières mercuriales des trois principaux marchés de leurs départements. »

Et l'article 7 ajoute que : « le choix des trois principaux marchés de chaque département de la frontière sera proposé par les préfets au Directeur général de l'Agriculture et du Commerce et approuvé par le Ministre secrétaire d'État de l'Intérieur ».

Nous voyons donc apparaître ici un nouveau type de mercuriales : les mercuriales spéciales

dressées par les soins des préfets et non plus seulement par les Municipalités. Tout cela était encore bien imparfait, car l'Administration centrale lisait les prix mais ne les publiait pas.

La loi du 16 juillet 1819 établissant l'échelle mobile est plus précise encore que le texte précédent et vient apporter au système un grand perfectionnement par son article 6 qui dispose que :

« Le Ministre de l'Intérieur fera dresser et arrêter à la fin de chaque mois un état des prix moyens des grains vendus sur les marchés qui seront ci-après désignés : cet état sera publié au *Bulletin des Lois* le 1^{er} de chaque mois ».

Il y a aussi une disposition relative aux départements frontières, qui seront divisés en sections conformément au tableau annexé à la loi ; pour chacune d'elles le prix se réglera sur les mercuriales des deux premiers marchés du mois courant et du dernier marché du mois précédent.

Ces dispositions abrogent celles contenues dans la loi de 1814 (art. 6 et 7), et il est dit qu'à l'avenir les prix moyens arrêtés et publiés conformément à la présente loi serviront à régler la suspension de l'exportation dans les différentes sections indiquées au tableau qui y est annexé.

Il faut encore citer une instruction ministérielle du 16 septembre de la même année, relative au mode à adopter pour fixer le taux de la taxe du pain, où l'on insiste également sur l'importance des mercuriales et de leur publication officielle et sur la nécessité d'envoyer exactement à la fin de chaque mois l'état du prix moyen des grains vendus pour être inséré au *Bulletin des Lois*. Il est dit aussi que les Municipalités seront tenues de relever à la fin de chaque marché les prix maxima, minima et moyens des ventes des céréales et autres grains faites au cours de ce marché, de faire figurer leur poids légal par hectolitre et d'envoyer immédiatement tous ces renseignements au Ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets.

Ainsi organisées et réglementées, les mercuriales spéciales furent publiées régulièrement pendant toute la période de l'Échelle mobile, c'est-à-dire pendant les quarante et une années comprises entre 1819 et 1861. La seule modification importante à signaler fut celle apportée par la loi du 15 avril 1832 qui dit que la publication officielle des mercuriales des marchés régulateurs aura lieu, non plus seulement une fois par mois, mais tous les quinze jours, le 1^{er} et le 15 de chaque mois au *Moniteur* et au *Bulletin des Lois*.

Revenons maintenant aux Mercuriales géné-

rales que nous avons étudiées jusqu'en 1814 et constatons d'abord qu'elles ont subsisté parallèlement aux autres et que leur importance ne fut nullement diminuée de ce fait. Quant aux textes qui y sont relatifs une circulaire du 1^{er} avril 1817, adressée aux préfets, constate les disproportions qui existent souvent au cours d'une même quinzaine entre les divers marchés et les attribue à quelque vice de rédaction se glissant parmi les feuilles originales dressées par les maires, ou aux bases fautives d'après lesquelles est établi le prix moyen. Elle suppose que cela peut provenir d'opérations vicieuses pour différentes raisons, et, à ce sujet, elle recommande aux préfets de donner aux maires des instructions sur la façon dont ils doivent opérer pour la conversion en hectolitres des mesures utilisées dans les ventes de grains. Ils devront, au besoin, fixer eux-mêmes le rapport exact, entre les diverses mesures dans le cas où l'arrondissement de marché n'aurait pu se pourvoir en quantités suffisantes des mesures métriques, ce qui pourrait créer l'obligation de tolérer encore les autres. En second lieu, pour l'établissement des prix moyens, elle exprime la nécessité que les maires ne s'en tiennent pas aux qualités supérieures de grains, mais donnent leurs renseignements pour toutes les qualités, dont on peut extraire des farines propres à la

boulangerie ; et, s'il n'y avait sur un marché, à un jour déterminé, que des qualités supérieures ou des qualités inférieures, ils sont tenus d'en faire la remarque. Enfin, dans le même texte, la question du calcul même du prix moyen est abordée également ; il y est dit que : « la seule méthode employée doit être de multiplier chaque qualité vendue par son prix de vente et de diviser la somme des produits par le total des ventes ». De cette façon, le prix des plus fortes parties exerce son influence sur le règlement du prix moyen, et il n'en serait pas de même, si l'on se bornait à diviser, comme on le fait souvent, la somme des prix par le nombre d'articles. Suivent deux exemples de calcul faits : l'un d'après la bonne l'autre d'après la mauvaise méthode, que nous reproduisons ici :

1° Calcul fait d'après la bonne méthode :

2.000	hectolitr.	vendus	40 fr.	donnent	80.000 fr.
1.500	—	—	38 »	—	57.000 »
900	—	—	37 »	—	33.300 »
600	—	—	34 »	—	20.400 »
100	—	—	33 »	—	3.300 »
400	—	—	30 »	—	12.000 fr.
Total.					206.000 fr.

On divise ce résultat par 5.500 hectolitres et on obtient un prix commun de 37 fr. 45.

2° Calcul fait d'après la mauvaise méthode :

2.000 hectolitres à 40 fr.	
1.500	— 38 »
900	— 37 »
600	— 34 »
100	— 33 »
400	— 30 »
Total	212 fr.

On divise ce chiffre par le nombre d'opérations de vente effectuées qui est six et on obtient comme prix commun 35 fr. 34.

On recommande aux préfets d'adopter la première méthode, encore qu'elle demande plus de temps et de travail, pour leur leurs tableaux de quinzaine, en les priant de veiller à ce qu'elle soit employée pour le prix du froment, dans les marchés importants tout au moins, et de transmettre des instructions dans ce sens aux maires des lieux où il existe des marchés de grains.

Il faut citer ensuite une Circulaire du 8 avril 1824, qui insiste sur le caractère légal des mercuriales : elles devront être transcrites et recueillies comme les autres actes de l'Administration municipale sur un registre spécial tenu dans chaque mairie ; celui-ci sera conservé dans les Archives des mairies avec tout le soin et la régularité possibles. Le Ministre se plaint encore de

certaines erreurs et inexactitudes de la part des maires et aussi de la délivrance par ceux-ci à certains agents ou préposés de divers services publics de certificats de complaisance indiquant un prix de vente pour les grains, qui était celui du commerce, et ne correspondait pas aux renseignements transmis aux préfets. On recommande de nouveau à ceux-ci de bien vérifier les chiffres que leur fournissent les maires avant de les faire figurer dans leur tableau général de Mercuriales.

Le 21 octobre 1824 nouvelle circulaire décidant la réunion les uns aux autres des tableaux de Mercuriales adressés chaque quinzaine et il est envoyé pour cela un modèle de cadre uniforme, sur lequel lesdits tableaux devront être établis à l'avenir. Ce texte ainsi que la circulaire postérieure du 11 novembre 1830 contient les mêmes recommandations que les précédents pour le mode de calcul, les mesures employées, etc.

Toute cette réglementation nous permet de constater combien le fonctionnement du Service des mercuriales prenait d'importance aux yeux de l'Administration. Le Service des subsistances qui en était chargé continuait à faire partie du Ministère de l'Intérieur, malgré des changements de détail, tels que la réunion, le 29 octobre 1823, des Services du Commerce, des Arts et Manufactures et des subsistances à l'Adminis-

tration des Haras et de l'Agriculture. L'arrêté du 25 octobre 1823 partage cette division nouvelle en quatre bureaux. Une circulaire de 1829 prévient les préfets qu'il est inutile d'envoyer, comme on faisait jusqu'ici, leurs *Mercuriales* à la fois aux Ministères de l'Intérieur et du Commerce, mais seulement au premier. En 1831, il y eut un changement radical : le Ministère de l'Intérieur fut divisé en deux parties, dont la première conserva ce nom avec toutes les attributions politiques et la seconde constitua le Ministère du Commerce et des Travaux publics dans lequel les subsistances forment un Bureau de la division de l'Industrie agricole, commerciale et manufacturière. Enfin, en 1836, l'Administration des Travaux publics est détachée du Ministère de l'Intérieur et réunie au Commerce, et le 19 septembre le nouveau Ministère prend le nom de Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce et le Bureau des subsistances, indépendant, est rattaché à la Direction du Commerce intérieur.

Il semble bien que les cadres uniformes prescrits en 1824 n'aient pas été conservés très fidèlement, le Ministre s'en plaint à la date du 28 décembre 1839 et constate dans une circulaire que les changements dans le dispositif sont gênants au point de vue de la rapidité et de la

précision des recherches ; il rappelle aux préfets de se conformer strictement à la réglementation antérieure sur ce point. En 1841 de nouvelles instructions leur sont encore adressées : on leur recommande d'indiquer dans les Mercuriales générales, à la fois, le prix sur le marché des blés neufs et des blés vieux.

Le 22 novembre 1845 le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, jugeant intéressant d'avoir entre les mains, outre les Mercuriales ordinaires par quinzaine, une mercuriale des prix et quantités des diverses céréales vendues sur le marché le plus important du département, prie les préfets de lui adresser régulièrement ce document complémentaire.

Au point de vue du Ministère compétent pour centraliser les Mercuriales, le décret du 25 janvier 1852 apporte un changement important en réunissant à nouveau le Ministère de l'Agriculture et du Commerce au Ministère de l'Intérieur. Mais cela n'eut aucune influence sur le fonctionnement du service et les dispositions antérieures, exposées plus haut, subsistent encore aujourd'hui. A propos du projet de loi relatif à l'élévation du droit de douane sur les céréales, en discussion à la Chambre à cette époque, une circulaire de juillet 1886 insiste de nouveau sur la nécessité que les Mercuriales générales soient

adressées au Ministre régulièrement et rapidement et que des recommandations soient faites à ce sujet aux Municipalités, surtout pour qu'elles n'oublient pas de mentionner à côté du prix les quantités vendues, donnée nécessaire pour le calcul du prix moyen d'après la méthode officielle, et aussi pour qu'elles évitent le défaut de proportionnalité souvent signalé entre le prix de l'hectolitre et du quintal.

En dernier lieu il convient de noter encore comme document très important la circulaire du 14 janvier 1902 : le Ministre de l'Agriculture y avertit les préfets, qu'à l'avenir les cours moyens donnés par le relevé des Mercuriales de chaque département, devront être publiés dans le *Bulletin* du Ministère de l'Agriculture, celui-ci va devenir mensuel, et il est nécessaire que ces documents lui parviennent désormais dans les dix jours qui suivent chaque quinzaine. Quant aux Mercuriales spéciales, il demande qu'elles lui soient adressées en plus grand nombre et plus régulièrement que par le passé.

En ce qui concerne l'organisation administrative on peut citer encore des changements importants depuis 1852 : en 1853 on comprit la nécessité de détacher l'Agriculture du Ministère de l'Intérieur et on la joignit de nouveau au Ministère des Travaux publics et du Commerce.

Quant au Service des Subsistances, ses attributions statistiques prirent énormément d'importance et de développement ; il devint d'abord bureau des Subsistances et de la Statistique agricole, et depuis 1888, Service de la Statistique agricole. Puis, le 25 avril 1901 le quatrième Bureau de la Direction de l'Agriculture, dont dépendait ce Service, prit le nom d'Office de Renseignements agricoles mais conserva ses attributions. Un décret du 27 avril 1902 transforma complètement l'organisation de la statistique, mais dans ce texte il n'y a rien à noter qui soit spécial aux prix.

Pour en revenir aux états de Mercuriales il faut ajouter que c'est grâce à eux qu'ont pu être élaborées les diverses enquêtes relatives aux moyennes de prix. Un tableau, publié en 1837 par le Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce, donne « les prix moyens du froment par généralité de 1756 à 1790, et par département de 1797 à 1835 tels qu'ils résultent des mercuriales générales établies à l'aide des prix fournis par l'ensemble des différents marchés de l'intérieur ». Cela a été recueilli et conservé dans le volume des *Archives statistiques* publié en 1837. Il faut noter aussi le document publié en 1872 par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce sous le titre de : *Tableau*

des prix moyens mensuels et annuels de l'hectolitre de froment en France, le relevé du prix du froment de 1800 à 1870. Les volumes relatifs aux enquêtes de statistique agricole décennale de 1862, 1882 et 1892 donnent également des tableaux de moyennes. Enfin, depuis 1866, les prix moyens annuels et mensuels du blé, établis d'après les données mercuriales, sont recueillies dans le *Bulletin* mensuel du Ministère de l'Agriculture. C'est dans ces documents officiels que nous avons puisé les données nécessaires pour les tableaux de prix, base de notre travail.

CHAPITRE II

INFLUENCES QUI SE SONT EXERCÉES SUR LE PRIX DU BLÉ

I. — *Les prix du blé et la production.*

Nous allons examiner maintenant la question de savoir, si les prix du blé ont été influencés par la production, comment s'est exercée cette influence et dans quelle mesure ? Nous nous reporterons au tableau que nous avons dressé d'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture et qui donne les quantités de blé produites annuellement en France de 1815 à 1900. Il est à peu près impossible de trouver un chiffre même approximatif pour la période antérieure à 1815 à cause de l'absence de statistique officielle. Quoi qu'il en soit, l'examen simultané des deux tableaux des prix moyens annuels et des quantités produites nous fait apparaître comme cer-

taine l'influence de la production sur le mouvement des prix : toutes les fois que nous notons une récolte abondante nous constatons l'année ou les années suivantes une diminution dans les prix, et, réciproquement, à une année de récolte médiocre ou mauvaise, succède une année de prix généralement élevés. Il est facile de citer des exemples : les années 1816 et 1817 ont été celles où le blé a valu le plus cher en France ; or les récoltes les plus faibles du siècle ont eu lieu en 1815 et 1816. Autre constatation intéressante également : les quantités produites ont plus que doublé de 1815 à 1850 et dans le même intervalle de temps les prix ont diminué de moitié. Mais il faut ajouter immédiatement que si l'on s'en tenait à la seconde moitié du xix^e siècle, les chiffres ne viendraient peut-être pas d'une façon aussi absolue à l'appui de ce que nous avançons ; il faut tenir compte d'un facteur économique nouveau, le développement des voies de communication. Dans une autre partie de ce travail nous étudierons leur influence sur les prix mais il faut insister sur ce point, qu'à l'époque où elles n'existaient encore qu'à l'état embryonnaire, les quantités récoltées agissaient sur les cours d'une façon beaucoup plus sensible et beaucoup plus directe. Au contraire, à partir du milieu du dernier siècle leur développement et leur perfec-

tionnement deviennent très grands, et cela peut bien expliquer dans une certaine mesure, qu'après les années 1898 et 1899, dont les récoltes comptent parmi les plus considérables du siècle, les prix n'ont pas baissé plus bas qu'ils ne l'ont fait après l'année 1847 par exemple, dont la récolte n'atteint pas 100 millions d'hectolitres. Il faut tenir compte aussi des besoins de la consommation qui deviennent de plus en plus grands. Mais ces réserves faites le principe que nous avons posé apparaît indiscutable même pour la période la plus proche de nous et il suffit de constater que dans les vingt années de 1881 à 1901 où les quantités produites annuellement se tiennent presque constamment au-dessus de 100 millions d'hectolitres, les moyennes décennales des prix sont très basses puisque nous notons 18 fr. 90 pour 1881-1890 et 16 fr. 80 pour 1891-1900.

Nous pouvons aller plus loin et étudier l'influence de la production non seulement sur les prix moyens annuels et leurs variations, mais aussi sur les moyennes mensuelles. Il nous a semblé intéressant d'établir d'abord le relevé des mois où le prix du blé est le plus élevé et de ceux où il est le plus bas, pour chaque année. En même temps nous avons considéré dans chaque période de 10 ans, l'année où la produc-

tion est la plus forte et celle où elle est la moins forte et, dans chacune de ces deux années, nous avons noté le mois dont le prix moyen est le plus cher et le moins cher. Les deux tableaux de la page suivante résument les résultats que nous avons obtenus.

De l'examen de ces deux tableaux nous tirons les déductions suivantes : Dans les années de grande abondance le blé atteint son prix moyen le plus bas dans un des mois qui suivent la récolte et son prix moyen le plus haut dans un de ceux qui la précèdent. Et ce double fait s'explique fort bien, la récolte de l'année est par hypothèse meilleure que celle de l'année précédente, c'est elle qui contribue surtout à fixer le prix dans les mois qui précèdent la nouvelle récolte, tandis que c'est cette récolte elle-même qui influe sur les moyennes des mois postérieurs.

Le phénomène inverse se produit dans les années de faible production : le prix moyen mensuel le plus haut est fourni par les mois qui suivent la moisson, tandis que le prix mensuel le moins élevé se trouve dans un des mois qui la précèdent, pour lesquels les prix se fixent d'après les résultats de la récolte précédente qui était meilleure. Pourtant il faut ajouter qu'en ce qui concerne les années de production minima relatées dans notre second tableau la règle est

Années de production maxima.

Périodes décennales	Années	Mois de prix le plus haut	Prix	Mois de prix le plus bas	Prix
			fr. c.		fr. c.
1815-1824 .	1824	Avril	16 96	Septembre	15 36
1825-1834 .	1832	Mai	25 44	Décembre	17 98
1835-1844 .	1844	Avril	21 04	Décembre	18 25
1845-1854 .	1847	Mai	37 98	Décembre	20 36
1855-1864 .	1863	Juin	21 05	Décembre	17 78
1865-1874 .	1874	Juin	29 85	Décembre	19 36
1875-1884 .	1882	Mars	23 19	Novembre	19 23
1885-1894 .	1894	Février	16 32	Octob. et Déc.	14 43

Années de production minima.

Périodes décennales	Années	Mois de prix le plus haut	Prix	Mois de prix le plus bas	Prix
			fr. c.		fr. c.
1815-1824 .	1815	Décembre	22 22	Mai	17 34
1825-1834 .	1830	Octobre	22 96	Janvier	21 54
1835-1844 .	1836	Décembre	18 72	Janvier	15 30
1845-1854 .	1846	Décembre	28 01	Avril	22 26
1855-1864 .	1861	Septembre	27 21	Janvier	22 31
1865-1874 .	1871	Juin	26 60	Janvier	22 63
1875-1884 .	1879	Décembre	23 99	Février	20 59
1885-1894 .	1891	Mai	22 56	Décembre	20 01
1895-1900 .	1897	Décembre	22 35	Janvier	16 49

peut-être moins absolue et moins générale que dans le premier cas. Les années de plus petite production dans les périodes de 1865 à 1874 et de 1885 à 1894, qui sont respectivement 1871 et 1891, ont leurs prix mensuels les plus élevés, la première en juin, et la seconde en mai, c'est-à-dire dans un mois antérieur à la moisson, et leurs prix mensuels les moins élevés, la première en janvier et la seconde en décembre, mais postérieurs tous les deux à la moisson. Ce sont les deux seules exceptions que l'on puisse citer et il convient d'ajouter que cela peut très bien s'expliquer par ce fait que les deux années dont il s'agit sont marquées par des chiffres d'importation considérables : 13.925.446 hectolitres en 1871 et 27.549.162 hectolitres en 1891, cela a dû contre balancer dans une large mesure l'influence qui n'aurait pas manqué d'exercer sur les prix la mauvaise récolte de ces deux années.

Dans un ordre d'idées analogue au précédent, il nous a paru intéressant de rechercher également pour chaque mois successivement combien de fois il fournit le prix moyen le plus haut et le plus bas de l'année. Nous avons obtenu les résultats suivants en considérant la période de 1806 à 1900. Dans notre tableau général des prix mensuels les plus hauts et les

plus bas au xix^e siècle pour les cinq premières années, les mois sont ceux du calendrier révolutionnaire et nous ne pouvions les faire entrer en ligne de compte :

Mois de l'année	Cas de prix maximum	Cas de prix minimum	Cas de prix extrêmes en tout
Janvier	14	22	48
Février	3	3	6
Mars.	3	3	6
Avril	10	6	16
Mai	9	5	14
Juin.	13	5	18
Juillet.	7	3	10
Août	2	1	3
Septembre. . .	1	14	15
Octobre	3	2	5
Novembre. . .	4	5	9
Décembre . . .	25	29	54

On constate que ce sont les mois de décembre et de janvier qui fournissent le plus souvent les prix moyens mensuels extrêmes pour chaque année, qu'il s'agisse d'un prix minimum, ce qui se produit 29 fois en décembre et 23 fois en janvier ou d'un prix maximum, ce qui se produit 23 fois en décembre et 14 fois en janvier. Ici encore nous pouvons saisir sur le vif

l'influence de la récolte, qui se fait beaucoup sentir à cette époque de l'année; suivant qu'elle a été bonne ou mauvaise, le stock de blé disponible est plus ou moins grand et agit sur le marché, dans le sens de la baisse, ou dans le sens de la hausse. Au contraire cette influence est très atténuée aux autres moments, aussi nous ne trouvons que trois cas de prix extrêmes en août, cinq cas en octobre, six cas en février et en mars, etc. Si maintenant nous reprenons le tableau précédent et que nous groupions les mois en saisons nous obtenons les résultats ci-dessous :

Saisons	Cas de prix maximum	Cas de prix minimum	Total des cas de prix extrêmes
Hiver	40	55	95
Printemps . . .	22	14	36
Eté	22	9	31
Automne . . .	8	21	29

C'est en hiver que la proportion est la plus forte, tandis qu'en automne elle est la plus faible; mais il convient de remarquer qu'en automne il y a trois fois plus de cas de prix minimum que de prix maximum. On ne saurait affirmer que cela soit dû aussi à l'influence

exercée par la dernière récolte et pourtant il n'y a là rien d'invraisemblable.

II. — *Le prix du blé et les communications.*

Les recherches que nous avons faites sur les prix du blé au XVIII^e siècle nous ont permis d'affirmer que les variations des prix étaient très considérables à cette époque. Cela était dû surtout à l'influence perturbatrice de la quantité ou de la qualité des récoltes. D'une année sur l'autre on enregistrerait de grosses différences. Aussi les gouvernements, qui redoutaient avant tout les famines ou les disettes, ont-ils souvent donné des ordres pour que l'on fit passer des stocks de blé dans telle ou telle province, afin de corriger, dans une certaine mesure, les inégalités naturelles qui pouvaient exister. Les routes étaient en si mauvais état et les frais de transport tellement grands, même entre deux provinces voisines, que le bénéfice éventuel du commerçant pouvant résulter de la différence de prix se trouvait absorbé entièrement à l'avance. Aussi pourrait-on multiplier les exemples d'écarts considérables entre les prix de régions ou de villes souvent très rapprochées. Cet état de choses devait subsister encore au commen-

cement du xix^e siècle. Si nous nous en tenons uniquement à notre tableau des prix moyens en France nous pouvons constater en premier lieu que les écarts entre les prix sont très grands encore dans la première moitié de ce siècle, pour aller ensuite en diminuant lorsqu'on se rapproche de l'époque moderne. Il faut signaler dans la première période des écarts s'élevant à 10 fr. 48 entre 1812 et 1813 ; 11 fr. 51 entre 1817 et 1818, 12 fr. 36 entre 1847 et 1848. Au contraire à partir de 1850 nous ne trouvons plus de différences entre les prix de deux années consécutives qui soient supérieures à 10 francs, la plus grande que nous puissions constater est de 7 fr. 62, la plus petite de 0 fr. 01. Si nous considérons la période de quatre années de 1809 à 1812, nous voyons les prix passer successivement de 15 fr. 17 à 20 fr. 26 ; 26 fr. 33 et 33 francs. De même dans la période de cinq ans qui s'écoule entre 1815 et 1819, on part du prix de 19 fr. 53 en 1815 pour atteindre successivement 28 fr. 31 en 1816, 36 fr. 16 en 1817, 24 fr. 65 en 1818, 18 fr. 42 en 1819. Il est impossible de trouver dans la seconde partie du siècle des variations aussi considérables portant sur un nombre d'années aussi restreint. Dans les 38 ans compris entre 1860 et 1898 nous voyons les prix évoluer entre un minimum de 14 fr. 40 obtenu en

1895 et un maximum de 26 fr. 65 atteint dans une année où l'influence de la guerre franco-allemande se fait sentir tandis qu'entre 1801 et 1830 les prix varient entre 36 fr. 16 et 15 fr. 17 ce qui donne un écart de 20 fr. 79 ; dans le premier exemple cet écart entre les prix extrêmes n'était que de 12 fr. 25.

Aussi bien le fait que nous signalons apparaît encore mieux, si l'on réunit les moyennes annuelles par groupes de dix années et si l'on calcule à combien s'élève l'écart entre les chiffres maxima et minima pour chaque groupe ; nous obtenons les résultats suivants :

1801 à 1810	10 fr. 67	1851 à 1860	16 fr. 27
1811 à 1820	15 fr. 27	1861 à 1870	9 fr. 08
1821 à 1830	7 fr. 10	1871 à 1880	6 fr. 32
1831 à 1840	6 fr. 89	1881 à 1890	5 fr. 48
1841 à 1850	14 fr. 59	1891 à 1900	6 fr. 18

Dans ce petit tableau il faut mettre à part les quatre périodes qui comportent des écarts supérieurs à 10 francs ; de 1801 à 1810 ; de 1811 à 1820 et, plus tard, de 1841 à 1850 ; de 1851 à 1860. Ces quatre périodes se trouvent entièrement contenues entre 1801 et 1860, tandis que parmi les six autres quatre se trouvent être les quatre dernières du siècle, c'est-à-dire l'époque où le régime de la liberté commerciale est venu détrô-

ner complètement celui de l'échelle mobile et où le commerce se trouve encore favorisé par le développement considérable des communications.

Si nous poussons plus loin l'analyse et si nous étudions les variations qui se produisent, non plus seulement entre les prix moyens annuels, mais entre les moyennes mensuelles, nous arrivons à des déductions analogues. Dans le tableau que nous avons dressé, nous avons calculé les écarts entre les prix moyens mensuels maxima et minima pour chaque année ? Ici encore nous constatons des chiffres bien plus considérables pour la première partie du siècle. Et d'abord, il apparaît que l'écart le plus grand, atteint en 1817, s'élève à 14 fr. 43 ; ensuite nous notons 14 fr. 30 en 1812 ; 12 fr. 80 en 1853 ; 11 fr. 45 en 1816 ; 11 fr. 37 en 1813 ; et 10 fr. 98 en 1868. Au contraire à partir de 1870 on ne trouve plus qu'une seule fois un écart supérieur à 10 francs et cela se produit en l'année 1873 tout à fait au début de la période moderne. Depuis lors nous n'enregistrons plus de chiffre supérieur à 7 fr. 05. La moyenne des écarts pour les soixante-dix premières années du xix^e siècle s'élève à 4 fr. 46, elle n'est plus que de 2 fr. 85 pour les trente dernières.

Cette tendance que nous venons de signaler dans les variations des prix pour la France

entière, nous allons la retrouver si nous examinons les moyennes de prix par département et si nous calculons, pour chaque année, les écarts entre les départements de prix maximum et de prix minimum. Ici encore c'est surtout au début du siècle que l'on constate les prix les plus considérables : jusqu'en 1817, on ne trouve que deux années où l'écart soit inférieur à 15 francs, à partir de cette date ce chiffre ne sera plus jamais atteint.

Du reste, comme tout à l'heure, on saisira bien mieux cela en dressant le tableau des moyennes calculées par périodes de dix ans, des écarts entre les prix moyens annuels des départements de prix extrêmes : nous obtenons les résultats suivants en nous servant des chiffres mentionnés dans notre tableau :

	fr. c.		fr. c.
1801-1810 . .	18 04	1851-1860 . .	7 38
1811-1820 . .	20 24	1861-1870 . .	6 53
1821-1830 . .	11 15	1871-1880 . .	10 35
1831-1840 . .	9 87	1881-1890 . .	6 79
1841-1850 . .	9 35	1891-1900 . .	6 32

Il y a bien encore une tendance très nette des écarts à devenir plus petits à mesure que nous nous rapprochons de notre époque, la moyenne pour les sept premières dizaines d'années est de

15 fr. 53, elle n'atteint plus que 7 fr. 82 pour la période 1870-1900.

Que devons-nous conclure des analyses qui précèdent ? Les chiffres sont éloquents et les déductions qu'on peut en tirer sont très claires : la tendance au nivellement est réelle, à la fois dans le temps en se plaçant au point de vue des prix moyens pour la France entière, et dans l'espace en comparant entre eux les prix des divers départements. A quoi cela tient-il ? Il est une cause de ce phénomène véritablement primordiale et frappante c'est la transformation des moyens de communication et de transport dans le courant du xix^e siècle. Le début de ce siècle n'était à cet égard que la continuation de l'époque antérieure. Il y a bien, sous la Révolution, 31.814 kilomètres de routes, mais la plupart sont en mauvais état et impraticables, et ce n'est guère qu'à l'époque de la Restauration qu'on peut constater, à cet égard, une grande amélioration. C'est également vers 1820 que se développent les canaux ; les lois du 5 avril 1821 et du 16 août 1822 autorisent l'établissement des 2243 kilomètres de ces voies d'eau dans notre pays.

Cependant, sous Louis-Philippe, l'hectolitre de froment payait encore 0 fr. 02 par kilomètre, soit 2 francs par 100 kilomètres. Aussi, rien

d'étonnant à ce que le grain ne puisse pas aller chercher le consommateur bien loin du lieu de production ; ce qui maintenait, même à cette époque, de grandes différences entre les cours des diverses régions.

Nous extrayons, de l'ouvrage de M. de Foville, *Sur les Transports*, le compte suivant de deux achats de blé faits par la ville de Vesoul à celle de Marseille :

1^{er} Achat (1^{er} février 1847)

Prix de l'hectol. à Marseille . . .	27 francs
Prix du transport de Marseille à	
Vesoul.	14 fr. 75
Total.	41 fr. 75

2^e Achat (10 mars 1847)

Prix de l'hectol. à Marseille . . .	29 fr. 30
Prix du transport de Marseille à	
Vesoul.	14 fr. »
Total.	43 fr. 30

La distance de Marseille à Vesoul s'élevant à environ 650 kilomètres, nous pouvons dire qu'en temps normal, ce parcours aurait suffi pour doubler le prix de la denrée et dans ces conditions, il était excessivement rare qu'on fit passer du blé d'un bout de la France à l'autre

Puis les chemins de fer apparurent et les céréales sont taxées au tarif de 0 fr. 14 par tonne kilométrique, plus 1fr. 50 de frais accessoires ce qui fait un peu plus d'un centime par hectolitre. Les grandes compagnies ont réduit encore ce tarif, et maintenant, le voyage de Marseille à Vesoul pour un hectolitre de blé coûte cinq fois moins qu'en 1847. L'on s'explique donc parfaitement qu'aujourd'hui, le commerce du blé se fasse sur une grande échelle entre les différentes régions de notre pays ; M. de Foville résume fort bien cet état de choses lorsqu'il constate que :

« Il suffit aujourd'hui qu'une hausse de 1 franc se produise sur un marché pour qu'aussitôt les négociants placés dans un cercle de 2 ou 300 kilomètres de rayon, avertis par les journaux, et même par le télégraphe, se mettent en mesure de répondre à l'appel : 1 franc par hectolitre représente 13 francs par tonne, 13 francs par tonne représente un parcours de 2 à 300 kilomètres ».

D'autre part, le télégraphe qui est appliqué vers le milieu du siècle et se développe très rapidement a exercé sur les prix, surtout dans la période de 1870 à 1900, une grande influence. Il a permis aux commerçants en blé, non seulement d'être informés très rapidement des besoins de tel ou tel marché, même lointain,

mais encore de pouvoir donner à leurs représentants dans les autres villes, des ordres également rapides d'achat et de vente.

Toutes ces transformations ont eu pour résultat le plus net de faciliter énormément le commerce de toutes les denrées agricoles et surtout du blé qui est très important à cause de son caractère indispensable. Elles ont permis à des départements qui payaient le blé très cher, à cause des mauvaises conditions dans lesquelles ils se trouvaient au point de vue de la production, de s'approvisionner à un prix relativement très peu élevé, auprès des départements ou des régions mieux partagées qu'eux. Cela devait amener dans notre pays, ce nivellement géographique des prix, cette diminution de l'influence des distances, que nous avons constatée tout à l'heure.

Nous pouvons apporter une preuve de plus de ce fait, en comparant l'évolution des prix dans un département, grand producteur de blé, qui fait plus que de suffire à sa consommation comme l'Eure-et-Loir, et un département comme le Var qui doit s'approvisionner en froment auprès d'autres mieux partagés que lui. Nous avons dressé ci-dessous le tableau des prix moyens dans ces deux départements et nous pouvons en tirer les déductions suivantes :

Années	Eure-et-Loir	Var	Années	Eure-et-Loir	Var	Années	Eure-et-Loir	Var
	fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.		fr. c.	fr. c.
1801. .	18	39 33	1825 . .	15 53	21 64	1849 . .	15 55	21 57
1802. .	26 63	37 80	1826 . .	17 38	20 65	1850 . .	13 70	19 89
1803. .	21 39	44 21	1827 . .	19 12	23 20	1851 . .	13 47	19 53
1804. .	14 61	33 07	1828 . .	23 56	26 41	1852 . .	16 25	21 77
1805. .	15 64	29 98	1829 . .	27 29	26 75	1853 . .	23 07	24 89
1806 .	17 48	31 95	1830 . .	22 23	27 »	1854 . .	28 36	30 23
1807. .	18 68	27 86	1831 . .	22 57	25 03	1855 . .	30 85	32 64
1808. .	15 71	25 53	1832 . .	20 67	24 32	1856 . .	30 37	31 97
1809. .	12 90	22 25	1833 . .	15 25	21 88	1857 . .	22 69	28 61
1810. .	16 11	23 08	1834 . .	14 66	20 52	1858 . .	16 36	21 22
1811. .	20 86	42 86	1835 . .	15 04	20 73	1859 . .	15 83	21 93
1812. .	32 35	42 90	1836 . .	14 27	23 06	1860 . .	21 36	23 46
1813. .	22 27	30 74	1837 . .	16 11	24 48	1861 . .	25 88	25 70
1814. .	14 86	26 64	1838 . .	20 18	24 78	1862 . .	22 14	25 90
1815. .	15 57	30 68	1839 . .	23 65	25 08	1863 . .	19 25	23 37
1816. .	25 86	36 44	1840 . .	23 74	24 23	1864 . .	17 42	21 40
1817. .	35 08	38 92	1841 . .	17 38	24 38	1865 . .	16 47	19 72
1818. .	23 17	28 09	1842 . .	18 53	25 14	1866 . .	19 64	22 81
1819. .	17 19	23 09	1843 . .	20 31	23 30	1867 . .	27 28	29 51
1820. .	20 49	24 59	1844 . .	19 41	22 22	1868 . .	27 29	28 13
1821. .	18 62	24 18	1845 . .	18 74	23 97	1869 . .	20 04	22 27
1822. .	13 99	24 22	1846 . .	23 69	24 17	1870 . .	21 07	22 81
1823. .	16 41	24 37	1847 . .	32 89	25 60			
1824. .	15 01	22 60	1848 . .	15 82	22 06			

Dans le Var, les prix sont très élevés au début du xix^e siècle; ils atteignent 30 et même 40 francs dans la période des trente premières années. Au contraire, à partir de 1820, les prix diminuent rapidement et, si l'on tient compte de ce fait que ce département doit faire venir son blé de très loin par la vallée du Rhône, il n'y a pas à s'étonner de voir les cours osciller entre 20 et 25 francs jusqu'en 1855, en même temps que les moyens de transport se sont perfectionnés. Ensuite, nous constatons un relèvement brusque des prix durant trois années, mais cela doit être considéré comme exceptionnel, puisqu'en 1859, les moyennes redescendent de nouveau. Dans l'Eure-et-Loir, au contraire, nous avons dès 1801, un prix moyen de 18 francs et les prix de 15 et même de 12 francs sont atteints dans les années suivantes. Les variations sont nombreuses et très grandes entre les prix, et elles existent encore après le développement des moyens de communication. Il faut tenir compte des conditions toutes spéciales dans lesquelles se trouve ce département qui, n'ayant pas à faire venir de grains du dehors, n'a pu être influencé beaucoup par le développement du commerce. S'il l'a été, c'est dans le sens de la hausse des prix par le fait qu'il a eu des facilités plus grandes pour expédier son blé au

dehors, mais à cet égard, cela n'a pu produire qu'une tendance au nivellement en réagissant contre la baisse des prix qui était générale en France, et il n'y a là qu'un argument de plus en faveur de ce que nous avançons.

Il y a quelque chose de plus typique encore, c'est qu'au début du siècle, les écarts les plus grands entre les prix extrêmes portent, en général, sur les départements les plus éloignés ; il nous suffira de citer ici quelques exemples que nous avons relevés en examinant le tableau des prix moyens par départements au xix^e siècle :

En 1801, écart de 17 fr. 02 entre les Alpes-Maritimes, les Apennins et les Côtes-du-Nord.

En 1806, écart de 21 fr. 21 entre Montenotte et les Deux-Sèvres.

° En 1812, écart de 27 fr. 87 entre la Corse et les Bouches de l'Elbe.

En 1817, écart de 22 fr. 21 entre le Bas-Rhin et la Vendée.

Au contraire, à partir de 1830, alors que les voies de communication se sont déjà beaucoup développées, non seulement les écarts diminuent entre les prix extrêmes par départements, mais on peut dire que les différences les plus considérables ont lieu aussi bien entre départements rapprochés qu'entre départements éloignés et ne sont nullement proportionnelles à la distance.

Ainsi, nous pouvons noter parfois des écarts élevés entre départements relativement proches :

8 fr. 30 en 1867 entre le Var et le Cantal ;

13 fr. 01 en 1878 entre le Tarn et l'Aude ;

11 fr. 80 en 1881 entre les Hautes-Pyrénées et le Puy-de-Dôme, et nous constatons souvent un écart très faible entre les prix de départements très éloignés :

6 fr. 25 en 1853 entre la Seine et le Morbihan ;

5 fr. 30 en 1869 entre les Pyrénées-Orientales et la Haute-Marne ;

6 fr. 30 en 1879 entre les Alpes-Maritimes et la Somme ;

5 fr. 06 en 1885 entre les Basses-Alpes et les Côtes-du-Nord ;

4 fr. 09 en 1890 entre la Manche et l'Isère ;

4 fr. 91 en 1899 entre l'Hérault et la Mayenne ;

3 fr. 84 en 1901 entre les Alpes-Maritimes et les Deux-Sèvres ;

4 fr. 63 en 1903 entre les Alpes-Maritimes et la Creuse, etc.

La simple énumération de ces chiffres suffirait presque à établir combien l'influence des distances, importantes autrefois, est devenue insignifiante avec le développement des voies de communication et des transports, elle apporte du moins un argument de plus à ajouter à ceux déjà exposés.

III. — *Le prix du blé et la législation.*

Une autre question très importante s'impose à notre examen : la législation relative au blé pour son importation et son exportation a-t-elle exercé une influence réelle sur le mouvement des prix dans notre pays ? C'est là un problème très grave qui a donné lieu à de nombreuses discussions et à des polémiques passionnées, sur lesquelles nous n'avons nullement l'intention de revenir. Nous voulons nous en tenir seulement aux chiffres, comme nous l'avons fait jusqu'ici, et, pour cela, nous nous reporterons au tableau du commerce extérieur de la France en blé, tel que nous l'avons dressé d'après les données de la Direction générale des douanes du Ministère des Finances, et nous l'examinerons parallèlement à notre tableau des prix moyens. Il est regrettable qu'il ne nous ait pas été possible de nous procurer les chiffres d'entrées et de sorties du blé avant l'année 1820, la Direction des douanes nous ayant fait connaître que ses documents statistiques ne lui permettent pas de donner à ce sujet des indications ayant quelque chance d'exactitude.

La première loi importante au xix^e siècle est celle du 24 décembre 1814, relative à la liberté

d'exportation : elle la prohibe seulement lorsque le prix sera porté au delà d'un certain cours, variable suivant les trois classes de départements entre lesquelles elle divise la France. Il n'y a là rien de nouveau, mais une sorte de réforme apportée au système de 1764, et il ne semble pas que cela ait agi sur les prix qui varient pourtant, passant de 22 fr. 82 en 1813 à 17 fr. 73 en 1814 et 19 fr. 53 en 1815. Les prix montant à 28 fr. 31 en 1816 et à 36 fr. 16 en 1817, pour retomber ensuite à 24 fr. 65 en 1818 et 18 fr. 42 en 1819, mais cela ne doit pas être dû à la loi du 28 avril 1816 établissant des droits d'entrée de 0 fr. 50 par hectolitre, puisque, dès le 7 août de la même année, on revenait aux pratiques de l'ancien régime et cette loi était abrogée.

Le 16 juillet 1819 apparaît une véritable loi de protection avec l'établissement de la première Echelle mobile des céréales, et il est intéressant d'étudier le mouvement des prix pour les années suivantes. Le blé qui valait, prix moyen, 18 fr. 42 en 1819, voit ce prix tomber rapidement pour se maintenir autour de 15 fr. en 1822, 1825 et 1826.

Les importations diminuent beaucoup entre 1820 et 1825 passant de 660.622 hectolitres à 900 et 700 hectolitres. Mais il faut noter surtout l'augmentation rapide des quantités produites

entre 1820 et 1825. Les 650.000 hectolitres de diminution sur les importations, ne sont rien comparés à cette augmentation qui se chiffre pour cette période, par une vingtaine de millions d'hectolitres.

A partir de 1825, on constate un relèvement très sensible des prix ; on est toujours sous le même régime légal ; les importations augmentent jusqu'en 1830, tandis qu'il s'est produit une diminution légère de production qui a dû suffire largement à contrebalancer la présence d'un blé étranger plus abondant sur notre marché. Nous passons d'une récolte de 64 millions d'hectolitres en 1825 à 59 millions en 1826 et 58 en 1828. Puis, jusqu'en 1832 nous voyons les prix se maintenir avec une légère tendance à la diminution. Tandis que les récoltes restent stationnaires, les quantités importées augmentent légèrement.

Maintenant, il nous faut voir quels furent les effets de la loi du 15 avril 1832, plus protectionniste encore, sur les prix moyens du blé. C'est cette loi qui institue de façon indéfinie l'Echelle mobile à l'importation, établissant un régime analogue pour l'exportation et organisant les marchés régulateurs.

Sur notre tableau, nous constatons qu'aux prix de 22 francs et 21 francs atteints respectivement en 1831 et 1832, succède, en 1833, un prix

bien plus bas, de 16 fr. 62 et le blé se maintient ensuite à 15 francs environ jusqu'en 1836, où de nouveau les prix montent pour atteindre 24. fr. 05 en 1846 et 29 fr. 01 en 1847. Ainsi, cette législation nouvelle établie en vue de renforcer la protection semble avoir bien longtemps tardé à produire sur les prix la tendance vers la hausse que l'on espérait d'elle. Pourtant, si nous nous en tenons aux chiffres des entrées, ils indiquent une diminution tout à fait sensible et favorable aux intérêts des producteurs français, nous tombons de plus d'un million d'hectolitres en 1831 et 1832 à 456 et 459 hectolitres les années suivantes, ce qui est le minimum constaté pour les quantités importées depuis 1820 jusqu'à notre époque. Puis de 1836 à 1846 le chiffre annuel de l'importation augmente de nouveau, sauf exception pour une ou deux années. Quant aux quantités de blé récoltées en France, elles se maintiennent durant cette période de quinze années à un taux qu'elles n'avaient jamais atteint jusqu'alors, avec une légère tendance à l'augmentation.

La loi de 1832 fut en vigueur, en principe, jusqu'à la réaction libre-échangiste de 1861, mais son application fut interrompue deux fois. La loi du 28 janvier 1847 remplaçait l'échelle mobile par des droits fixes à l'entrée et subsista

jusqu'au 31 janvier 1848, date à laquelle on revient au régime précédent. A la faveur de cette loi, il était entré 10.095. 484 hectolitres de blé. D'autre part, il faut signaler deux récoltes très abondantes surtout en 1847, où nous notons près de 100 millions d'hectolitres. Le prix du blé tombe subitement de 29 fr. 01 en 1847 à 16 fr. 65 en 1848.

Aussitôt rétabli, le régime de l'échelle mobile fut suspendu de nouveau par un Décret de la même année 1848 et cette suspension dura jusqu'en 1857 pour l'exportation et 1859 pour l'importation.

Au cours de cette période de dix années, il se produit dans les prix deux mouvements contraires : baisse rapide jusqu'en 1851, augmentation au moins aussi rapide de 1851 à 1856. Les chiffres des importations évoluent exactement de la même façon : baisse d'abord, hausse ensuite. Quant à la production elle se maintient autour de 80 et 90 millions d'hectolitres à une ou deux exceptions près.

Entre 1856 et 1858, les prix baissent de 13 francs alors que les importations diminuent d'une façon considérable de 1856 à 1860, mais il faut noter aussi que la production atteint pour la première fois 110 millions d'hectolitres en 1857 et 1858. Puis, les récoltes suivantes ayant été

moins bonnes et les prix étant passés de 16,74 en 1859 à 24 fr. 55 en 1861, on revient au libre-échange avec la loi du 15 juin 1861.

Après cette loi, on note un mouvement de baisse assez accentué dans les prix jusqu'en 1866, avec une diminution rapide des importations, qui passent de 13.696.418 hectolitres en 1861 à 838, 732 en 1866. Pendant ces cinq années, les récoltes sont très bonnes. Quant aux quantités produites, elles ne sont que de 80 millions d'hectolitres environ en 1866 et 1867 et atteignent encore 110 millions d'hectolitres l'année suivante. Les importations se réduisent et le prix tombe de 6 francs entre 1868 et 1870.

Après la terrible année de 1870 où la production eut à subir le double fléau de la guerre et d'un hiver rigoureux, nous ne sommes pas surpris de voir la valeur du blé monter à 26 fr. 65 en 1871, malgré un chiffre d'entrées d'environ 13 millions d'hectolitres. Les années suivantes virent encore des importations abondantes et le prix baisse cette fois jusqu'à 19 fr. 38 en 1875. Mais il faut noter qu'en 1872 et 1874 les quantités produites sont supérieures à 120 millions d'hectolitres.

De 1875 à 1880 les prix se maintiennent avec légère tendance à la hausse, et tandis que la production reste à peu près stationnaire avec tendance à la baisse, les importations augmentent

rapidement, atteignant près de 30 millions d'hectolitres en 1880.

En présence de l'importation considérable de blé étranger, provenant surtout des pays neufs, on décide en 1880 de porter le droit fixe à l'entrée de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 ce qui est un retour à la protection. Et il importe de noter tout d'abord que les vingt années qui suivirent furent à de rares exceptions près des années de récoltes abondantes et presque toujours supérieures à 100 millions d'hectolitres. Quant aux importations, elles tombent très rapidement de 27 millions en 1880 à 14 millions en 1883, mais cela n'empêche nullement les prix de descendre de 22 fr. 28 en 1881 à 17 fr. 76 en 1884. Pourtant, on décide encore de resserrer la protection : la loi du 29 mars 1885 porte le droit à l'entrée à 3 francs le quintal, puis celle du 30 mars 1887 à 5 francs. Cette fois, les prix augmentent un peu, passant de 17 francs environ en 1885 à 20 fr. 58 en 1891 ; mais il est curieux de noter que, parallèlement, nous avons un mouvement de hausse très sensible des quantités importées. La loi du 2 juillet 1891 ramène de nouveau le droit à 3 francs, nous passons tout à coup de 14 millions d'importations en 1890 à 27 millions en 1891 et 26 en 1892 et les prix se mettent aussitôt à redescendre pour s'arrêter autour de 14 fr. 50

en 1895-1896, grâce à la loi du 27 février 1894 qui augmente de nouveau le droit d'entrée, porté à 7 francs par quintal. Après avoir noté plus de 17 millions d'importations en 1894, nous tombons à 6 millions et demi en 1895, 2 millions en 1896 et 7 millions en 1897, et les moyennes remontent parallèlement pour atteindre enfin 19 fr. 90 en 1898. Du 4 mai au 1^{er} juillet 1898, il y eut suppression totale du droit et il semble que les importateurs en aient largement profité : cette année-là seule nous enregistrons un chiffre d'entrées de plus de 27 millions et la valeur de l'hectolitre de blé diminue subitement de 4 francs d'une année à l'autre.

Nous venons d'étudier rapidement comment évoluent les uns par rapport aux autres les chiffres représentant les prix moyens et les quantités produites et importées à la suite des différents changements survenus dans la législation relative au blé. Il nous reste à voir maintenant quelles déductions on en peut tirer pour l'influence des droits de douane sur les cours.

Et d'abord, on peut affirmer, d'une manière générale, que les droits de douane ont fait hausser les prix ou tout au moins, les ont empêché de baisser d'une façon sérieuse pendant les années qui ont suivi leur établissement. Il y a hausse des prix après le décret de 1859 et les lois très

importantes de 1885 ; 1887, 1892 et 1894. Seules, les périodes qui ont suivi les lois de 1819, 1832 et 1880 font exception. Mais il faut dire que les prix avaient baissé de 18 francs entre 1817 et 1819 et qu'ils mettent ensuite six années pour diminuer de 2 fr. 60, après la promulgation de la loi. Quant à la baisse qui suivit la loi de 1832, elle ne dura que deux années et la hausse survint aussitôt. Enfin, la loi de 1880, qui augmente de 0 fr. 10 le droit fixe à l'entrée, ne peut être considérée véritablement comme une mesure de protection douanière sérieuse.

Au contraire, après les différentes mesures libre-échangistes de 1847, 1861, 1891 et 1898, les prix ont marqué une tendance vers la baisse très caractérisée.

Il n'est pas besoin d'insister longtemps sur cette vérité qui n'est guère mise en doute par les économistes. Pourtant nous pouvons citer encore, à l'appui de ce que nous avançons quelques chiffres très intéressants extraits d'une étude publiée par M. Ch. Lesage dans les *Annales de l'École libre des Sciences politiques* (année 1891) sur « Les droits de douane et les prix du blé ».

Pour démontrer l'influence considérable de la législation douanière sur les prix, l'auteur compare les cours à Paris, à Bruxelles et à Berlin

à la date du 4 février 1891 : le blé est vendu 26 fr. 40 le quintal à Paris et 24 fr. 75 à Berlin sous un régime de protection, 19 fr. 50 à Huy, de 19 fr. 50 à 20 fr. 50 à Bruxelles et 19 francs à Londres sous le régime de la liberté. Bien plus, pour éviter certaines objections, il considère la partie française et belge de la Flandre, deux régions voisines et semblables par la nature du sol, les cultures, voies de communications, mœurs, etc... ; à la frontière franco-belge, à Verwicq, le blé vaut, en mars 1891, 27 fr. 50 de ce côté de la frontière et 22 francs de l'autre.

Cet exemple est assez typique. Mais nous arrivons à des conclusions analogues en comparant les variations des prix moyens en France, Prusse, Italie d'une part, et en Angleterre et aux États-Unis d'autre part. Nous aurons, du reste l'occasion de revenir sur cette comparaison un peu plus loin à propos du nivellement des prix dans le monde.

Quant à la question de savoir de quelle manière les droits de douane influent sur les prix du blé, elle est beaucoup plus délicate et beaucoup plus controversée. Certains économistes, notamment M. Risler, *Étude sur la crise agricole en France et en Angleterre*, affirment que « les droits d'entrée sur le blé étranger ne font hausser les prix sur les marchés français que dans la proportion

où ces produits étrangers concourent avec nos propres forces à satisfaire aux besoins de la consommation. Donc la hausse produite par une taxe d'entrée serait en raison directe du rapport de l'importation à la consommation ».

Pour savoir ce qu'il faut penser de cette théorie, il faut nous reporter aux chiffres des importations et voir dans quelle mesure ils ont été influencés par les différentes lois douanières : nous avons bien noté une diminution dans les quantités importées après les lois de 1819, 1832, 1859, 1880, 1894, mais il importe de signaler que les deux premières périodes ont été marquées par un mouvement de baisse des prix qu'il est difficile d'expliquer si l'on s'en tient au principe posé par M. Risler, pas plus qu'on ne peut expliquer qu'après les mesures protectionnistes de 1885 et 1887 les prix aient haussé en même temps que les quantités importées. Au contraire, toutes les fois que l'on a supprimé ou rendu moins rigoureuse la protection douanière, sauf exception pour la loi du 28 janvier 1847, on a constaté, pour les années suivantes, une diminution réelle des importations concomitante à la baisse des prix.

Si l'on tient compte de ces considérations, il est impossible d'affirmer que les droits de douane exercent leur action sur les prix dans la

mesure où ils influent sur les importations. M. Lesage arrive du reste à conclure de la même façon en procédant par le même raisonnement ; il démontre que l'élévation du tarif douanier peut transformer la taxe elle-même en une véritable prohibition ; par suite, l'importation se trouvera paralysée sans que la taxe soit perçue. L'effet de la taxe sur les cours est d'autant plus considérable qu'elle entrave davantage l'importation et si, grâce à elle, l'importation est nulle, la taxe atteint son effet maximum et la marchandise son plus haut prix.

L'auteur que nous citons ici va même beaucoup plus loin ; il s'efforce de prouver que les droits de douane faut hausser les prix, en principe, d'une hauteur égale à eux-mêmes ; il compare l'évolution des prix dans un pays protégé, la France et dans un pays de marché libre, l'Angleterre.

Les constatations sont les suivantes : Entre 1875 et 1884, le blé se vend 27 fr. 32 en France, 25 fr. 54 en Angleterre sous le régime de la liberté pour les deux pays. Sous le droit de 3 francs, les cours de France furent de 3 fr. 70 supérieurs à ceux de la Grande-Bretagne, la différence aurait dû être égale au droit plus 1 fr. 78, ce chiffre représentant l'écart normal entre le blé de France et d'Angleterre, soit

4 fr. 78, mais il faut tenir compte de la différence de facilité des transports, du droit antérieur de 0 fr. 60 et aussi de ce que le droit de 3 francs n'a été appliqué que vingt-et-un mois.

Pendant les quatre années 1887-1890, les cours en Angleterre sont de 6 fr. 10 supérieurs aux cours français. La différence devait être de 5 francs plus 1 fr. 78, mais ici encore, il faut faire la part des obstacles que nous venons de signaler.

L'auteur fait le même calcul pour la France et la Belgique et conclut de la même façon : il y aurait, d'après lui, un prix courant uniforme au même moment sur les marchés qui jouissent de la liberté du commerce et chaque marché protégé aurait des cours qui lui sont propres, généralement égaux au cours moyen des marchés francs augmenté de la taxe de protection.

Que devons-nous penser d'une telle théorie ?

M. Lesage voudrait évidemment prouver que les droits de douane pèsent uniquement sur le consommateur. Le principal défaut de sa théorie est de reposer sur des calculs un peu hypothétiques et surtout de négliger un facteur très important les quantités de blés récoltées. Ce qu'il faut dire c'est que par le fait même de l'existence des droits de douane, la production du froment s'est beaucoup développée dans notre pays. Dans la période de 1885 à 1900, il y a un ensemble de

récoltes abondantes qui n'avait jamais été réalisé jusque-là ; on ne trouve que quatre années où la production soit inférieure à 100 millions d'hectolitres. Ainsi nos agriculteurs ont pu jeter sur le marché français une masse de blé de plus en plus considérable. D'autre part, il apparaît que les besoins de la consommation se sont maintenus à peu près au même taux depuis une vingtaine d'années et cet état de choses a provoqué dans une certaine mesure la baisse des prix dont se plaignent aujourd'hui nos agriculteurs.

L'intérêt du consommateur a reçu une certaine satisfaction et il est bien difficile d'affirmer que les droits de douane ont fait baisser les prix d'une hauteur égale à eux-mêmes.

Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'ils ont influé sur les cours soit en provoquant la hausse soit en empêchant la baisse suivant les époques. Quant à déterminer exactement la hauteur pour laquelle ils ont joué, cela paraît très délicat à cause du manque de précision d'un pareil calcul.

IV. — *Les prix du blé et la monnaie.*

Une question se pose encore : Quelle a pu être l'influence exercée sur le prix du blé par

un facteur économique très important : les changements survenus dans la valeur de la monnaie. On a beaucoup discuté à ce sujet : certains économistes voient dans la démonétisation de l'argent et dans la réduction de ce métal en or et l'appréciation de l'or, une des causes ayant provoqué la baisse du prix des denrées. Pour savoir ce qu'il faut penser de cette lutte de doctrines sur le point spécial qui nous intéresse, il importe de donner un tableau de la production de l'or et de l'argent au xix^e siècle et de le rapprocher du tableau général des prix moyens du blé.

Dans le rapport annuel au Ministre des Finances publié par l'Administration des monnaies et médailles, nous trouvons un relevé rétrospectif de la production des métaux précieux dans le monde.

L'histoire de cette production est divisée en quatre périodes :

La première finit avec le moyen-âge ; elle est sans intérêt pour nous ;

La seconde va de la découverte de l'Amérique au milieu du xix^e siècle ;

La troisième de 1850 à 1875 ;

La quatrième de 1875 à nos jours ; elle est caractérisée par une disproportion croissante entre la valeur de l'or et celle de l'argent.

Nous conserverons cette division en ce qui concerne le xix^e siècle qui se trouvera partagé en trois périodes.

Le rapport de l'Administration des monnaies résume, pour les trois dernières périodes, les données puisées dans les travaux d'Alexandre de Humboldt, d'Adolf Soether, de l'Administration des monnaies des Etats-Unis, etc... nous nous contenterons de reproduire les chiffres des valeurs d'or et d'argent produites annuellement qui sont plus couramment employées que les poids. Ces valeurs sont calculées d'après la proportion de 15 1/2 C'est la valeur légale qui est donnée à raison de 3.444 fr. 12 pour le kilogramme d'or fin et de 222 fr. 22 pour le kilogramme d'argent.

Pour la première période, nous avons relevé les chiffres suivants :

Années	Or (millions)	Argent (millions)	Total
1801-1810. . .	61,2	198,7	259,9
1811-1820. . .	39,4	120,2	159,6
1821-1830. . .	49	102,3	151,3
1831-1840. . .	70	132,5	202,5
1841-1850. . .	188,6	173,4	362

Ce document nous permet de constater que la production faiblit à partir de 1810, probable-

ment à cause des troubles qui désolent l'Amérique espagnole. En même temps, les prix du blé marquent un mouvement très net vers la baisse ; mais il importe d'ajouter immédiatement que cette baisse continue jusqu'en 1850, année où le prix n'est plus que de 14 fr. 32 et qu'à partir de 1840, la production de l'or augmente beaucoup par suite de la découverte de gisements très importants dans l'Oural et la Sibérie.

Pour la période de 1850 à 1875, le tableau ci-dessous nous permet de constater l'augmentation à peu près continue dans les moyennes de production annuelles :

Années	Or (millions)	Argent (millions)	Total
1851-1855. . .	686,7	196,9	883,6
1856-1860 . . .	694,9	201,1	896
1861-1865. . .	637,4	244,7	882,1
1866-1870 . . .	671,7	297,6	969,3
1871-1875. . .	599	437,7	1.036,7

Le stock monétaire aurait donc été augmenté entre 1850 et 1875 dans la proportion de 60 0/0. Cela devait fatalement exercer une certaine action sur le prix des denrées, et nous constatons que le prix du blé a doublé de 1848 à 1856. M. Levasseur considère que 20 0/0 de l'augmentation peuvent être attribués à la guerre et à la

disette, 5 0/0 à la spéculation, et 5 0/0 au développement de l'industrie et l'accroissement du nombre des consommateurs ; il en conclut que l'augmentation du stock monétaire aurait déterminé une augmentation des prix de 20 0/0. Il ne faut pas attacher une importance très grande à des calculs dont l'exactitude n'est pas prouvée, mais constater seulement le parallélisme entre ces deux phénomènes : accroissement de la masse monétaire, hausse du prix des denrées, en général et du blé en particulier ; mais on ne doit pas exagérer, ni vouloir chercher une proportionnalité exacte entre eux, surtout étant donné qu'avec le progrès des communications, la masse des échanges grandit beaucoup et nécessite plus de monnaie.

Il faut faire encore une observation très intéressante : c'est qu'après avoir atteint 24 fr. 55 en 1861, les prix tombent à 16 fr. 94 en 1865, pour remonter ensuite à 26 fr. 65 en 1871 et 25 fr. 70 en 1873 ; de même, nous voyons la quantité de métaux précieux produite annuellement descendre de 896 millions dans la période 1856-1860 à 882 dans la période 1861-1865, pour augmenter ensuite de 90 millions entre 1866 et 1870.

Enfin, nous arrivons à la troisième période, celle qui est comprise entre 1875 et 1900. Les quantités moyenne d'or et d'argent produites

par année sont exprimées par le tableau suivant :

Années	Or (millions)	Argent (millions)	Total
1876-1880. . .	2.860,4	2.439,8	5.300,2
1881-1885. . .	2.646,1	2.957,4	5.603,5
1886-1890. . .	2.925,4	3.763,9	6.689,3
1891-1895. . .	4.222,3	5.446,5	9.668,8
1895-1900. . .	6.667,3	5.727,2	12.394,5

Le mouvement d'accroissement dans les quantités produites continue, néanmoins dans la période 1881-1885, il y aurait plutôt diminution de l'or, mais il y a en même temps augmentation de la quantité d'argent. Puis, à partir de 1885 l'or et l'argent augmentent parallèlement avec les découvertes minières du Transwaal, de l'Australie, du Klondyke. Quant aux prix du blé, ils montent légèrement de 1875 à 1878, mais ceci est exceptionnel et, à partir de 1880, nous avons une baisse à peu près constante jusqu'à notre époque et l'hectolitre de blé qui valait 25 fr. 70 en 1873 ne vaut plus que 14 fr. 52 en 1896, ce qui donne une diminution de 45 0/0 en chiffres ronds.

Que conclure de ce qui précède? Il semble qu'en général la théorie de ceux qui voient, dans l'insuffisance de la quantité de monnaie en circulation, une cause de la baisse des prix ne soit pas justifiée. Elle a pu paraître exacte,

pour certaines périodes au commencement du siècle dernier, mais dans les vingt-cinq dernières années, il n'en est plus du tout ainsi et il faut reconnaître que ce n'est pas l'or qui s'est apprécié, mais les denrées, en général, et le blé en particulier, qui se sont dépréciés. Une seule considération est à retenir, c'est ce qui a trait à la crise du change.

Depuis que l'argent a quitté le pair pour marquer une hausse progressive, on est arrivé à la situation suivante : l'habitant d'un pays à monnaie d'argent qui doit faire une remise sur un pays à étalon d'or ou sur un pays qui a abandonné la frappe libre de l'argent, est obligé de déboursier une somme d'argent de quantité variable suivant la dépréciation du métal pour payer une dette équivalente à 1 kilogramme d'or; il doit envoyer 20, 25 ou 34 kilogrammes d'argent. C'est l'inverse dans le cas d'une nation comme la France, l'Allemagne ou l'Angleterre acquittant une dette ou recouvrant une créance sur un pays à monnaie d'argent. Mais pour que cet état de choses soit favorable aux pays à monnaie dépréciée, il faut que le producteur du dehors soit obligé de relever son prix pour ne pas perdre dans l'opération. Il en sera ainsi si l'argent a conservé la même valeur qu'autrefois, dans les pays à monnaie dépréciée, alors, la

prime résultant de l'augmentation de prix de vente leur profite dans son entier et crée une véritable protection pour leur production nationale. C'est ce qui se produit chez les peuples de l'Orient qui admettent la monnaie d'argent et n'en comprennent pas encore tous les inconvénients. Nous sommes donc obligés de conclure que le change peut exercer une influence notable sur le prix des denrées dans un pays donné et surtout sur celui du blé. Nous le constatons pour la France qui a à subir la concurrence non seulement de certains pays de bonne monnaie comme les États-Unis, mais aussi de quelques pays de monnaie dépréciée comme la Russie, l'Angleterre, l'Inde, et cela peut être donné dans une certaine mesure comme explication de la baisse des prix survenue pendant les vingt-cinq dernières années.

Pourtant, il ne faut rien exagérer, il est bien évident que par rapport aux autres causes de baisse déjà signalées celle-ci passe au second plan. Mais, surtout, il ne faut pas donner comme cause de la décroissance des prix du blé, la contraction monétaire : la meilleure preuve que cela n'est pas exact c'est que les marchandises non soumises aux autres causes de baisse ont maintenu leur cours ou ont même haussé de valeur.

DEUXIÈME PARTIE

Le nivellement des prix.

Nous avons déjà constaté pour la France, une tendance très nette des prix à se niveler à la fois dans l'espace, c'est-à-dire entre les différentes régions de notre pays et dans le temps en considérant les variations des prix moyens pour l'ensemble du territoire. Il est intéressant maintenant d'étendre sur ce point le champ de nos investigations et de voir si, au point de vue de l'ensemble des nations, le même phénomène n'existe pas aussi.

Dans l'examen de cette question, il semble qu'on puisse se placer successivement à deux points de vue : en premier lieu, on peut raison-

ner en théorie et rechercher s'il existe des considérations sérieuses permettant de conclure à une tendance générale des prix vers le nivellement et, dans l'affirmative, il faudra ensuite se reporter aux chiffres et voir si cette conclusion se trouve justifiée par leur évolution.

Quels sont les éléments économiques se rapportant aux prix du blé, de nature à leur imprimer une tendance générale vers le nivellement ? Il semble qu'on puisse les réduire à trois : l'uniformité de la marchandise, l'extension du marché et surtout la transformation des moyens de communication.

Peut-on dire que le blé constitue une marchandise uniforme ? Il semble que oui, en ce sens que les marchés passés entre vendeurs et acheteurs portent généralement sur une qualité constante de blé et que les petites différences qui peuvent exister dans cette qualité même, n'entrent guère en ligne de compte pour l'établissement du prix. En effet, il suffit d'étudier les tableaux officiels des cours du blé dans les différentes bourses de commerce pour constater qu'il n'existe guère aujourd'hui dans le monde que deux ou trois types de blé principaux, dont chacun est adopté à la fois sur plusieurs grands marchés et y constitue le type régulateur du prix. C'est ainsi, par exemple, qu'à la bourse

de Paris les cours sont fixés officiellement d'après un type de blé qui porte le nom de blé roux d'hiver et qui est le blé de première qualité. Ce type régulateur français correspond évidemment à celui pour lequel les Américains établissent les cours à Chicago et à New-York sous le nom de Red Winter n° 2 et on le retrouve également sur les marchés de Mannheim, Anvers et Londres.

On peut donc admettre que les prix moyens des différentes nations sont les prix moyens pour une qualité de blé sensiblement constante, et cela est certainement en faveur du nivellement des prix du blé. Il faut considérer, en effet que, pour la plupart des autres denrées, il y a, suivant les pays de provenance, des différences de qualité énormes, qui sont génératrices de différences de prix également très considérables, et que les consommateurs payent plus ou moins cher suivant que la qualité de la denrée est ou n'est pas celle qu'ils désirent. Pour le blé, il n'en va pas de même, et cela doit certainement contribuer d'abord à maintenir les prix assez près d'un niveau commun dans les différents pays et aussi à empêcher de trop grandes oscillations entre les cours des années consécutives pour un même pays.

Cette considération, basée sur l'uniformité de

la marchandise a d'ailleurs une valeur plutôt négative que positive eu égard à la tendance générale des prix, mais il en est une autre dont l'influence est certainement très réelle et très efficace, c'est l'extension de plus en plus grande du marché. Il semble bien que plus les acheteurs d'une part, les vendeurs d'autre part, sont nombreux sur le marché du monde, plus l'ensemble des prix doit tendre à se rapprocher d'un niveau commun. Et cela s'explique assez facilement : si l'on supposait le commerce international du blé réduit à deux ou trois nations situées dans la même latitude avec un climat analogue, il arriverait que certaines années, à cause de perturbations atmosphériques, par exemple, le blé pourrait venir à manquer partout à la fois, ce qui porterait le prix à un taux très élevé, beaucoup plus élevé que celui des années précédentes. Au contraire, si l'on suppose que le marché soit beaucoup plus étendu, c'est-à-dire que le commerce ait lieu entre nombre de nations situées dans des régions et sous des climats très divers, on doit bien admettre qu'un cataclysme quelconque venant détruire les récoltes d'un pays ou même de plusieurs, épargnera tous les autres. Ceux-ci ayant des stocks disponibles supérieurs à leur consommation, enverront leur trop plein à

ceux-là, et ainsi, au lieu de constater de très grandes différences entre les nations du premier groupe et celles du second, on n'aura plus à noter que des écarts insignifiants. En se basant là-dessus, on doit conclure que chaque pays nouveau, qui s'ouvre au commerce avec tous ceux qui existaient déjà sur le marché mondial, est un régulateur de plus pour ce marché lui-même ; il pourra intervenir suivant les cas, soit pour envoyer du blé à d'autres pays qui en manquent, soit pour en acheter à ceux qui ont des stocks trop considérables à écouler et il contribuera ainsi à provoquer le nivellement des prix.

L'influence que nous venons de signaler de l'extension du marché sur les cours implique l'influence parallèle d'un troisième facteur économique : le développement et le perfectionnement des moyens de communication. Nous en avons déjà parlé en étudiant les variations des prix du marché français et nous avons vu quel rôle capital il avait joué à cet égard. Mais au point de vue mondial, que va-t-il se passer ? Le développement des communications doit-il, logiquement, exercer son action sur les rapports entre les prix des différentes nations ? Il semble que oui et, par le simple raisonnement, il est assez facile de s'expliquer cela : Lorsque les

communications n'existaient pas ou que les frais de transport étaient très élevés, les différences de prix entre les provinces d'un même pays, se retrouvaient, à plus forte raison, entre les diverses nations. Il n'y avait pour ainsi dire pas de commerce : les frais nécessaires pour transporter la marchandise d'un pays où elle était à bon marché dans un pays où elle était chère auraient absorbé ou même dépassé le bénéfice résultant pour le vendeur de la différence entre les deux prix. Les consommateurs de chaque nation payaient le blé à un taux qui était sensiblement déterminé par les quantités produites, c'est-à-dire par la nature des récoltes, bonnes ou mauvaises. Dès lors, on s'explique fort bien la fréquence des disettes et même des famines. Mais à mesure que les communications se développent, deviennent plus faciles et moins coûteuses, il va arriver que les commerçants auront intérêt à acheter du blé dans un pays où la récolte est très abondante et le prix très bas pour le vendre là où il y a hausse des prix par suite de mauvaises récoltes, car cette fois, non seulement les frais de transport seront comblés par la différence entre les deux prix, mais il y aura un bénéfice pour le commerçant faisant l'opération. Le cas s'est produit au *xix^e* siècle pour la Russie et les États-Unis d'une part et la

France de l'autre. L'hectolitre de blé sur le marché d'Odessa s'était presque toujours maintenu au-dessous de 12 francs jusqu'au milieu du siècle, et le voyage d'Odessa à Marseille ne l'augmentait que de quelques francs, d'où grande abondance d'importations de ce blé en France à cause du bénéfice procuré. Depuis la guerre de Crimée, le blé est monté à Odessa à 15 francs et 16 francs l'hectolitre et, malgré cela, les exportations vers la France continuent parce que les frais de transport ayant beaucoup diminué, le commerce a encore intérêt à opérer de cette façon. Mais depuis 1876, environ, l'Amérique du Nord est apparue ; cette région ayant fait en vingt ans d'énormes progrès. Auparavant, elle manquait complètement de débouchés, le prix du transport de Chicago à New-York était égal à celui du blé transporté, de sorte que sur le marché même de New-York, de 1833 à 1838, de 1848 à 1850, de 1853 à 1855, de 1858 à 1860, de 1865 à 1866 le blé valait plus cher qu'en France, donc on n'avait aucun intérêt à l'exporter ici. Dès 1877, la situation change : avec la transformation rapide des communications, le prix du blé diminue très vite là-bas alors qu'il augmente chez nous ; il n'en faut pas plus pour déterminer l'introduction dans nos ports d'une assez grande quantité de blé américain. De Chicago à New-

York, le prix du transport par les lacs et canaux s'est abaissé de 3 fr. 50 par hectolitre en 1872 à 1 fr. 30 ces derniers mois et, par chemins de fer de 22 francs à 12 francs par tonne ; aussi, depuis 1877, le blé n'a jamais valu à New-York plus de 17 francs l'hectolitre. D'autre part, on a vu, en 1879, la cargaison de blé traverser l'Atlantique à raison de 1 fr. 50 ou 2 francs l'hectolitre et de San Francisco le blé peut avoir intérêt à se rendre à Liverpool pour peu qu'il y ait 5 à 6 francs d'écart entre la Californie et le marché anglais.

Maintenant une question se pose : quelles vont être les conséquences logiques de ce développement considérable des voies de communication ? Il va devenir très facile à des pays qui ne peuvent se suffire à eux-mêmes de s'approvisionner à bon compte auprès de pays de grande production, et ceux-ci seront très heureux de pouvoir écouler leurs excédents. Pour les pays surproducteurs, qui exportent le blé qu'ils ont en trop, chaque envoi diminuant d'autant le stock disponible sur le marché, va tendre à faire hausser les prix relativement bas. Au contraire, dans les pays déficitaires où les prix étaient plutôt élevés auparavant, il y aura baisse par le fait que le blé étranger qui entre va venir concurrencer le blé national. Dans ces conditions, les prix vont tendre tous vers un niveau commun,

un prix unique qui sera le cours du blé sur le marché mondial ; mais, pour admettre que celui-ci puisse être atteint, il faudrait supposer que les frais de transport soient réduits à zéro, ce qui est inadmissible. Tout ce qu'on peut dire à l'heure actuelle c'est que plus les frais de transports diminuent, plus la différence entre les cours sur les marchés des divers pays, va devenir petite, plus la tendance des prix dans le sens du nivellement doit s'accroître.

Ce que nous venons de dire s'applique uniquement au nivellement géographique des prix, celui qui a lieu entre les différents pays comparés les uns aux autres. Mais il importe d'ajouter immédiatement qu'en considérant les variations des prix du blé dans le temps et pour chaque nation prise à part, la même tendance au nivellement doit exister comme conséquence logique de la précédente. C'est ce que constate avec juste raison M. de Foville dans son ouvrage *La Transformation des moyens de transport* : « Des facilités mêmes de l'échange international résulte une sorte d'assurance mutuelle contre l'extrême cherté, contre l'avilissement exagéré des denrées de première nécessité. Il faudrait aujourd'hui, pour que le niveau général des prix s'élevât ou s'abaissât outre mesure qu'une même année vît la récolte partout insuf-

fisante ou partout surabondante. Or, c'est ce qui n'arrive jamais, il s'établit toujours une compensation plus ou moins exacte entre le trop plein d'une région et le déficit d'une autre. La loi des probabilités mathématiques suffirait presque pour assurer cette compensation. Mais elle est d'autant plus certaine, quand il s'agit de produits agricoles, qu'alors tout dépend non pas du hasard, mais de l'influence météorologique et qu'il est physiquement impossible qu'il y ait à la fois dans toute l'Europe, l'Asie et l'Amérique des excès d'humidité ou excès de sécheresse ».

Après avoir considéré au point de vue théorique le problème de l'évolution des prix, il nous faut voir maintenant si les chiffres sont à l'appui du raisonnement. Nous allons rechercher quelle est la tendance générale des prix dans les nations les plus importantes au point de vue du blé, soit comme productrices, soit comme consommatrices. Malheureusement, il nous a été à peu près impossible de nous procurer des données sérieuses pour la Russie et la République Argentine, ce qui eût été pourtant très intéressant. Il n'existe pas de prix moyens dans ces deux pays, il y a de grandes différences entre les diverses villes ou ports, et, de plus, on y distingue des qualités très diverses dans la même marchandise. L'Argentine ne produit guère de blé

d'une façon sérieuse que depuis une vingtaine d'années, et, pour la Russie, il existe une autre complication : la variabilité très grande du cours du rouble qui rend presque impossible l'établissement d'une liste de prix pouvant être comparés entre eux.

En ce qui concerne les données que nous avons pu nous procurer en dehors de la France, elles se rapportent à l'Angleterre, l'Amérique du Nord, l'Italie et la Prusse. Ce sont celles qui se trouvent dans la brochure de M. Bela Foldes sur les prix du blé au xix^e siècle ; l'auteur les a lui-même extraites de différentes sources officielles, qui sont, pour l'Angleterre, avant 1891, les moyennes écrites du Ministère du Commerce et de 1871 à 1890, le Résumé statistique ; pour l'Amérique du Nord, le rapport de la Commission de l'Agriculture ; pour l'Italie l'*Annuaire statistique* et pour la Prusse le *Journal du Bureau de la statistique du Royaume de Prusse*.

Il faut noter que pour l'Amérique du Nord et l'Italie, M. Foldes ne cite des prix pour l'ensemble du pays qu'à partir de 1862 tandis que pour l'Angleterre et la Prusse, il lui a été possible de remonter jusqu'à 1851.

Après avoir converti tous ces chiffres en mesures et en monnaie françaises, nous en avons dressé un tableau d'ensemble où se trouve noté

Prix moyens annuels de l'hectolitre de blé
en France, Angleterre, Prusse, Italie,
Amérique du Nord, de 1851 à 1900.

Années	France	Angleterre	Prusse	Italie	Amérique du Nord	Écart
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1851 .	14 48	16 54	16 95	»	»	2 47
1852 .	17 23	17 51	19 70	»	»	2 47
1853 .	22 39	22 89	23 50	»	»	1 11
1854 .	28 82	31 13	29 59	»	»	2 31
1855 .	29 32	32 47	31 60	»	»	3 15
1856 .	30 75	29 74	30 99	»	»	1 25
1857 .	24 37	24 22	23 35	»	»	1 02
1858 .	16 75	18 99	20 81	»	»	4 06
1859 .	16 74	18 80	20 46	»	»	3 72
1860 .	20 24	22 89	24 11	»	»	3 87
1861 .	24 55	23 79	25 14	»	»	1 35
1862 .	23 24	23 79	24 52	21 39	13 10	11 42
1863 .	19 78	19 31	19 21	19 77	16 19	3 59
1864 .	17 80	17 27	18 03	19 18	26 »	8 73
1865 .	16 94	17 66	18 66	18 »	20 78	3 84
1866 .	19 59	21 45	22 49	20 48	31 17	11 58
1867 .	26 02	27 69	29 56	23 44	28 19	6 12
1868 .	26 08	27 27	28 41	24 52	20 22	8 17
1869 .	20 21	20 71	22 26	19 27	13 36	8 90
1870 .	20 48	20 17	23 25	20 75	14 80	8 45
1871 .	26 65	24 35	23 44	23 52	17 87	8 78
1872 .	22 90	24 51	22 69	24 58	17 61	6 97
1873 .	25 70	25 21	24 75	27 72	15 33	12 39
1874 .	24 31	23 85	22 50	28 16	13 36	14 80
1875 .	19 38	19 42	18 37	21 20	14 20	7 »
1876 .	20 64	19 85	19 69	22 12	14 70	7 42
1877 .	23 42	24 39	21 55	25 80	15 37	10 43
1878 .	23 08	19 95	18 94	24 10	11 03	13 07
1879 .	21 92	18 46	18 37	24 05	15 74	8 31
1880 .	22 90	19 05	20 53	24 75	13 50	11 25
1881 .	22 28	19 68	20 62	20 40	16 94	5 34
1882 .	21 51	19 38	19 50	19 68	12 52	8 99
1883 .	19 16	17 87	17 33	17 86	12 64	6 52
1884 .	17 76	15 32	16 22	16 72	9 16	8 60
1885 .	16 80	13 75	16 19	16 »	10 93	5 87
1886 .	16 94	13 33	14 72	16 05	9 76	7 18
1887 .	18 13	13 97	15 37	16 11	9 67	8 46
1888 .	18 87	13 35	16 31	16 13	13 15	5 72
1889 .	18 45	12 78	17 16	17 69	9 91	8 84
1890 .	19 05	13 73	18 »	17 47	11 90	7 15
1891 .	20 58	15 91	20 76	18 97	11 91	8 85
1892 .	17 87	13 »	17 72	18 61	8 86	9 75
1893 .	16 55	11 52	14 25	16 15	7 64	8 91
1894 .	15 21	9 49	12 66	14 42	6 97	8 24
1895 .	14 40	9 92	13 12	15 58	7 23	8 35
1896 .	14 52	11 25	14 34	16 92	10 30	6 62
1897 .	18 85	12 97	15 47	19 50	11 47	8 03
1898 .	19 90	14 62	17 44	20 26	8 26	12 »
1899 .	15 35	11 02	14 43	19 14	8 29	10 85
1900 .	14 77	11 58	14 60	19 28	8 79	10 49

également, pour chaque année, l'écart séparant les prix extrêmes (v. p. 82).

Les déductions que nous pouvons tirer de ce tableau au point de vue du nivellement des prix entre les cinq nations considérées apparaissent plutôt négatives de la théorie exposée plus haut. Même en mettant à part la période de 1851, pour laquelle les données se réduisent à trois nations, nous notons forcément des écarts plus faibles ; on est obligé de reconnaître que de 1861 à 1900 les écarts entre les prix extrêmes restent à peu près constants. Pour le montrer, il suffit de faire la moyenne de ces écarts pour les périodes 1862-1871 et 1891-1900 et nous obtenons 7,96 pour la première et 9,21 pour la seconde, et cela paraît plutôt infirmer la théorie qui veut que les prix tendent au nivellement. Il y a plus, si nous calculons les moyennes de prix pour les périodes décennales de 1862 à 1871 et de 1891 à 1900, nous obtenons les résultats suivants.

	France	Angleterre	Prusse	Italie	Amérique du Nord
1862-1871	21,67	21,96	22,98	21,03	20,17
1891-1900	16,80	12,11	15,48	17,88	8,97

L'écart entre la plus forte et la moins forte moyenne pour la première période s'élève à 2 fr. 81, pour la seconde, il atteint 7 fr. 83.

Pourtant, certains économistes et statisticiens des plus autorisés arrivent à des conclusions exactement contraires. Pour eux, la tendance au nivellement des prix peut être observée en tant que phénomène mondial en considérant les nations les unes par rapport aux autres. Il faut citer M. de Foville qui, dans son ouvrage *Sur la transformation des moyens de transport* donne un tableau des prix du blé en France, à New-York et à Odessa de l'année 1835 à l'année 1878 et, comparant ces prix entre eux, constate une diminution très sensible des écarts entre les prix extrêmes pour chaque année. A la rigueur, on peut admettre, comme tout à fait exacts, les chiffres dont il se sert, quoique il ne nous indique pas la source où il les a puisés ; mais, il semble assez illogique de comparer entre eux les prix moyens de toute une nation comme la France avec des prix observés sur les marchés de deux villes, même très importantes comme New-York et Odessa. C'est une première objection, un premier reproche qu'il est permis d'adresser à M. de Foville, mais il en est un second plus sérieux encore. Sa liste de prix s'arrête, en fait, à 1873 ; les prix donnés pour New-York de 1873 à 1877 étant ceux du mois de janvier ne peuvent guère être considérés comme moyenne de l'année, et ceux du marché d'Odessa

pour la même période sont restés en blanc dans son tableau. Or, ce sont précisément les écarts observés entre les prix en France et à New-York pendant ces cinq années qui, étant de beaucoup les plus faibles du tableau, lui permettent d'argumenter en faveur de sa théorie. Jusqu'en 1872 les trois listes de prix observées parallèlement ne donnent pas du tout cette tendance, et nous notons encore un écart de 7 fr. 80 en 1871 et de 6 fr. 83 en 1872, alors que l'écart le plus faible de beaucoup, 1 fr. 27, se trouve en 1854, non pas à la fin, mais au milieu de la période d'années considérée. Il faut ajouter que les communications sont devenues encore plus faciles et les tarifs de transport sur terre et sur mer ont diminué beaucoup, dans la période moderne de 1878 à 1900, que M. de Foville a complètement laissée de côté ; et il faudrait voir si la tendance signalée existe encore dans les vingt dernières années du xix^e siècle et si l'évolution générale des prix n'a pas été modifiée par le fait de certaines causes d'ordre économique. C'est ce que nous nous proposons d'examiner plus loin.

Mais, auparavant, il importe de parler encore de l'ouvrage de M. Bela Foldes où nous avons trouvé de précieuses indications, au moins au point de vue des prix, dans certains pays étrangers. En comparant entre eux ses différents

tableaux de prix, M. Foldes en arrive à conclure dans le même sens que l'ouvrage précédent.

Il nous faut reconnaître que ces conclusions d'une étude, qui porte sur un ensemble de chiffres imposants pour une période d'un siècle, se présentent à nous avec une autorité assez grande. Mais, ici encore, il semble que nous puissions nous permettre de faire quelques critiques ou au moins quelques réserves sérieuses, non pas certes sur l'authenticité des données qu'il nous est difficile de mettre en doute, n'ayant pas la possibilité de les contrôler toutes, mais sur la façon même dont M. Foldes se sert de ses chiffres pour en tirer les déductions favorables à son idée première.

Tout d'abord, il se restreint aux moyennes décennales exprimées en couronnes austro-hongroises pour les périodes de 1851-1860 et 1891-1900 ; il les calcule pour une douzaine de pays et il établit qu'entre le prix de pays le plus cher et le moins cher pour la première période, l'écart est plus grand qu'entre le pays le plus cher et le moins cher de la seconde. Cela se trouve vérifié en fait avec les chiffres dont il se sert, mais il est intéressant de jeter un coup d'œil sur les prix extrêmes entre lesquels l'écart a été calculé.

Pour la première période, le prix minimum

est fourni par la Russie. Nous avons dit ce qu'il fallait penser des moyennes de prix établies pour cette nation, cela est même plus vrai il y a cinquante ans qu'aujourd'hui. Le prix maximum est donné par les Pays-Bas, pour lesquels M. Foldes nous dit s'en tenir aux prix sur le marché d'Arnheim. Quant aux Etats-Unis, il ne nous indique pas la source où il a puisé, en ce qui concerne la dizaine d'années de 1851 à 1860. Dans ces conditions, il est facile de voir combien est fragile le calcul de l'écart et sur quelle base peu solide l'auteur appuie sa démonstration.

D'autre part, M. Foldes donne encore deux tableaux dans lesquels il essaie d'établir la tendance au nivellement pour les mêmes nations ; mais ils ont un défaut commun, c'est que, suivant les nations, il considère les variations du prix du blé seul, le prix commun du blé et d'une autre céréale, du blé et de deux autres céréales, etc.. Et il semble qu'il y ait là une atteinte à ce principe qu'il n'est permis de comparer entre eux que des chiffres exprimant des quantités de même nature. Dans ces conditions, il est difficile d'admettre comme démontré le phénomène de nivellement géographique des prix ; nous avons donné plus haut, un tableau par lequel nous nous sommes servis des documents puisés chez

M. Bela Foldes lui-même, et il suffit de calculer pour chaque année l'écart entre les prix extrêmes pour les nations qui sont portées dans notre tableau pour arriver à une conclusion plutôt contraire à la sienne. M. Foldes exprime cette idée que le nivellement des prix au point de vue mondial « a fait de plus grands progrès dans l'espace que dans le temps, que les distances de lieu ont été abaissées avec plus de succès que les distances de temps ». Nos constatations, basées pourtant sur ses propres documents, sont différentes des siennes. Il va nous être facile de le démontrer tout de suite en calculant les écarts entre les années consécutives pour chacune des nations que nous avons considérées et en dressant le tableau de ces écarts.

**Écarts entre les prix moyens annuels par hectolitre
des années consécutives en France, Angleterre,
Prusse, Italie, Amérique du Nord
(De 1851 à 1900).**

Années	France	Angleterre	Prusse	Italie	Amérique du Nord	Années	France	Angleterre	Prusse	Italie	Amérique du Nord
	fr.c.	fr.c.	fr.c.	fr.c.	fr.c.		fr.c.	fr.c.	fr.c.	fr.c.	fr.c.
1851-52.	2 75	0 97	2 75	»	»	1876-77	2 78	4 54	1 86	3 68	0 67
1852-53.	5 16	5 38	3 80	»	»	1877-78	0 34	5 44	7 39	1 70	4 34
1853-54.	6 43	8 24	6 09	»	»	1878-79	1 16	1 49	0 57	0 05	4 71
1854-55.	0 50	1 34	2 01	»	»	1879-80	0 98	0 59	2 16	0 70	2 24
1855-56.	1 43	2 73	0 61	»	»	1880-81	0 62	0 43	0 09	4 35	3 44
1856-57.	6 38	5 52	7 64	»	»	1881-82	0 77	0 10	1 12	0 72	4 42
1857-58.	7 62	5 23	2 54	»	»	1882-83	2 35	1 51	2 17	1 82	0 12
1858-59.	0 01	0 19	0 35	»	»	1883-84	1 40	2 55	1 11	1 14	3 48
1859-60.	3 50	4 09	3 65	»	»	1884-85	0 96	1 57	1 03	0 72	1 77
1860-61.	4 31	0 90	1 03	»	»	1885-86	0 14	0 42	0 47	0 05	1 17
1861-62.	1 31	»	0 62	»	»	1886-87	1 19	0 64	0 65	0 06	0 09
1862-63.	3 46	4 48	5 31	1 62	3 09	1887-88	0 74	0 62	0 94	0 02	3 48
1863-64.	1 98	2 04	1 18	0 59	9 81	1888-89	0 42	0 57	0 85	1 56	3 24
1864-65.	0 86	0 39	0 63	1 18	5 22	1889-90	0 60	0 95	0 84	0 22	1 99
1865-66.	2 65	3 79	3 83	2 48	10 39	1890-91	1 53	2 18	2 76	1 50	0 01
1866-67.	6 43	6 24	7 07	2 96	2 98	1891-92	2 71	2 91	3 04	0 36	3 05
1867-68.	0 06	0 42	1 15	1 08	7 97	1892-93	1 32	1 68	3 47	2 46	1 22
1868-69.	5 87	6 56	6 15	5 25	7 86	1893-94	1 34	1 83	1 59	1 73	0 67
1869-70.	0 27	0 54	0 99	1 48	1 44	1894-95	0 81	0 43	0 46	1 16	0 26
1870-71.	6 17	4 18	0 19	2 77	3 07	1895-96	0 12	1 33	1 22	1 34	3 07
1871-72.	3 75	0 16	0 75	1 05	0 26	1896-97	4 33	1 72	1 13	2 58	1 17
1872-73.	2 80	0 70	2 06	3 14	2 28	1897-98	1 05	1 65	1 97	0 76	3 24
1873-74.	1 39	1 36	2 25	0 44	1 97	1898-99	4 55	3 60	3 01	1 12	0 03
1874-75.	4 93	4 43	4 13	6 96	0 84	1899-00	0 58	0 56	0 17	0 14	0 50
1875-76.	1 26	0 43	1 32	0 92	0 50						

Dans ce tableau, nous constatons que la tendance générale pour les quatre nations citées est dans le sens de la diminution des oscillations. Nous avons déjà observé le même phénomène pour la France et nous n'avons pas besoin d'y revenir de nouveau. Quant aux nations étran-

gères, il suffit de constater qu'à partir de 1880, il n'y a plus de chiffre supérieur à 4 fr. 42 et qu'il est assez rare que les chiffres soient au-dessus de 3 francs ; au contraire, de 1851 à 1880, on enregistre des écarts allant assez souvent jusqu'à 6 francs et même dépassant 7 francs. Si maintenant l'on considère à part la période décennale de 1890 à 1900, on trouve que la moyenne des écarts des prix des années consécutives pour chaque nation est de 1 fr. 79 pour l'Angleterre, 1 fr. 88 pour la Prusse, 1 fr. 31 pour l'Italie et 1 fr. 32 pour l'Amérique du Nord. D'autre part, en France, pour la même période, le même calcul donne une moyenne de 1 fr. 63. Devant de pareils résultats, il semble qu'il soit difficile de soutenir que le nivellement des prix dans le temps puisse être mis en doute. Il y a là, au contraire, un phénomène tout à fait réel que les données de chiffres que nous possédons nous permettent de saisir sur le vif.

Mais ce que nous venons de dire de même que les critiques adressées aux deux ouvrages dont nous avons parlé ne retire rien à la valeur de raisonnement théorique exposé plus haut ; il est évident que la tendance logique des prix doit être vers le nivellement. Mais alors, comment expliquer qu'en fait, il puisse en être autrement, et que, chiffres en mains, on puisse nier ce phé-

nomène ? Ce qu'il faut dire c'est qu'il existe un obstacle d'ordre économique, qui s'oppose à cette évolution rationnelle des variations de prix et cet obstacle, ce sont les droits de douane.

Actuellement, le monde est divisé en deux catégories de nations : les nations de marché libre et les nations de marché protégé. S'il est à peu près certain que les droits de douane ne jouent pas pour une hauteur égale à eux-mêmes dans la majorité des cas, ils exercent, sur les prix, une influence très considérable et, pour ainsi dire, mondiale. Leur effet est double, ils font hausser les prix ou tout au moins les empêchent de baisser dans le pays qui les a établis à ses frontières en interdisant au blé étranger de venir concurrencer avantageusement le blé national et, pour la même raison, ils les font baisser dans les pays gros producteurs. Pour ceux-ci, en effet, il y a un débouché de moins sur le marché mondial ; et leur propre marché étant encombré d'une plus grande quantité de blé, il y a plus de concurrence donc baisse de prix. Cela est logique et cette fois, les chiffres sont à l'appui du raisonnement. Pour s'en rendre compte il suffit de se reporter au tableau, cité plus haut. Dans ce tableau, il y a d'une part, l'Angleterre et l'Amérique qui sont des nations de marché libre et, d'autre part, la

France, l'Italie et la Prusse qui ont établi, depuis une époque plus ou moins éloignée, des droits de douane à l'entrée du blé. Au premier abord, il semble que l'examen des chiffres doive mettre gravement en échec la théorie de ceux qui croient à l'influence des droits de douane sur l'évolution des prix. Il est remarquable, en effet, que, de 1862 à l'époque actuelle, les prix ont marqué une tendance très nette vers la baisse non seulement en Angleterre et en Amérique du Nord, mais encore dans des pays qui sont pourvus de droits protecteurs plus ou moins élevés ; ce qui est le cas pour la Prusse, depuis 1879, pour l'Italie, depuis 1862 et pour la France depuis 1881. Seulement ce qu'il faut dire, et cela explique fort bien que l'écart entre les prix moyens annuels de ces différents pays n'ait pas diminué depuis cette époque, c'est que le mouvement de baisse a été beaucoup plus considérable en Angleterre et en Amérique que dans les trois autres nations. Il paraît donc difficile de mettre en doute l'influence des tarifs douaniers sur le blé ; ils n'ont pas toujours fait hausser les prix dans les pays qui en étaient pourvus, mais il n'en reste pas moins que leur action a pu être suffisante pour empêcher qu'il ne se produisît dans ces mêmes pays un mouvement de baisse aussi accentué que dans les autres.

C'est là ce qui nous intéresse surtout, puisque c'est cet obstacle qui empêche que soit justifiée en fait la conclusion à laquelle nous avons abouti plus haut par le raisonnement pur, la tendance générale des prix du blé à se niveler entre les diverses nations du monde.

Que va-t-il rester de cette loi théorique du nivellement des prix ? Va-t-elle s'effondrer complètement en présence de la contradiction apportée par les chiffres ? — Ce serait aller un peu loin que de l'affirmer. En réalité, le nivellement des prix n'est pas un vain mot ; il semble même que cette tendance puisse être observée réellement dans l'intérieur de chaque pays pris à part, en considérant l'évolution dans le temps des moyennes annuelles. La meilleure façon de s'en rendre compte, c'est de consulter la liste des écarts entre les prix des années consécutives que nous avons établie précédemment.

Nous avons vu qu'il y avait une diminution très nette des écarts à mesure que l'on approche des toutes dernières années et cela n'est pas seulement vrai pour la France, mais à la fois pour les cinq nations dans lesquelles nous avons étudié l'évolution des prix.

Pour la période antérieure à 1880 nous relevons dans l'ensemble du tableau exactement vingt-cinq chiffres supérieurs à 5 francs, dont 9

dépassent même 7 francs, et 33 chiffres inférieurs à 1 franc ; au contraire, pour la période comprise de 1880 à 1900, qui n'est que de vingt années seulement nous ne relevons aucun cas de chiffre plus grand que 5 francs alors que nous trouvons 44 chiffres qui n'atteignent pas 1 franc. Devant de telles constatations, il semble qu'il soit inutile d'insister plus longtemps et l'on peut considérer comme suffisamment démontré le phénomène du nivellement des prix dans le temps. Du reste, nul besoin de raisonner beaucoup pour se rendre compte que les droits de douane à l'entrée, qui empêchent le nivellement des prix dans l'espace, favorisent plutôt le nivellement dans le temps dans les nations qui les ont établis. Nous avons vu déjà que ceux-ci interviennent pour ralentir le mouvement rapide de diminution des prix, qui existe partout, et en ce faisant, ils diminuent beaucoup les écarts entre les prix consécutifs.

Dans ces conditions, il semble que la seule conclusion possible de cette étude doive être la suivante : Le nivellement des prix existe bien, en envisageant pour chaque nation l'évolution de ses moyennes de prix dans le temps, mais il n'est pas possible d'aller plus loin et de considérer comme une loi mondiale le nivellement géographique des prix entre les différents pays ;

pour que cela fût vrai, il faudrait que les droits de douane fussent supprimés partout et il n'est pas permis actuellement d'admettre comme réalisable en fait une semblable hypothèse.

Nous avons étudié en premier lieu l'évolution des prix du blé en France et les causes d'ordre économique qui l'influencent. Nous avons conclu de cette étude, que la tendance des prix du blé, dans notre pays, est dans le sens du nivellement aussi bien dans l'espace en comparant entre elles les moyennes des différentes régions ou départements que dans le temps en se basant sur le tableau d'ensemble des moyennes annuelles pour la France entière. Parmi tous les facteurs économiques qui influent sur les cours du blé, il en est un qui est de nature à maintenir très grandes les oscillations dans les prix ; c'est la variabilité dans les quantités produites annuellement qui est considérable encore aujourd'hui malgré l'amélioration des procédés de culture. Quant à la production des métaux précieux, elle exerce aussi une influence perturbatrice, mais dans une moindre mesure. Au contraire deux

éléments importants agissent sur les variations des prix dans le sens du nivellement ; le perfectionnement des moyens de communication et des transports qui corrige dans une large mesure, à la fois, les inégalités dans la production et dans les prix des différentes régions de notre pays et, par voie de conséquence, les prix moyens des années consécutives pour l'ensemble de la France. En second lieu les droits de douane ont une action analogue en empêchant le blé étranger moins cher de venir concurrencer sur un marché le blé national et faire baisser les cours.

Dans la seconde partie de notre travail, nous avons comparé l'évolution du prix du blé en France et dans quatre nations choisies parmi les plus importantes, nous avons déduit de cette comparaison que le nivellement géographique des prix entre les différents pays ne pouvait exister. En effet un seul élément économique agit ici dans le sens du nivellement ; le perfectionnement des communications et des moyens de transport, alors que la production même du blé et la législation douanière exercent une influence exactement contraire et beaucoup plus considérable. Il est de fait que les variations dans les quantités de blé produites peuvent être compensées dans un pays par des importations ou des exportations plus nombreuses, mais nous

avons vu que les droits de douane provoquent entre le prix du marché libre et celui du marché protégé une différence que rien ne peut compenser. Étant donné que ces droits ne datent que du dernier siècle et ont varié de hauteur assez fréquemment dans les différents pays, comment admettre que la tendance au nivellement soit réelle en tant que phénomène mondial ?

Un dernier problème reste encore à résoudre. Il résulte de ce qui précède que, pour admettre comme réalisable le nivellement des prix du blé entre les divers pays, il faudrait supposer que les droits de douane fussent supprimés partout où ils existent. Il semble bien que la France n'ait pas intérêt à voir se produire une telle éventualité. Elle est arrivée actuellement à peu près à l'état d'équilibre pour le commerce extérieur du blé et on peut déjà prévoir le jour où elle deviendra surproductrice. Si la protection douanière disparaissait nous serions envahis par les importations de blé provenant de pays comme les États-Unis, par exemple, où l'on produit à meilleur compte que chez nous et nos agriculteurs seraient écrasés. Ce qu'il faut dire c'est que le nivellement des prix du blé doit être désiré, en tant que principe, par tout le monde, mais les seuls pays qui auraient vraiment avantage à le voir se réaliser sont les pays de marché

libre, comme l'Angleterre, qui produisent peu et doivent faire venir du dehors la majeure partie du blé qu'ils consomment.

Vu :

Le Professeur, Président de la thèse,

F. FAURE.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

Prix moyen annuel de l'hectolitre de blé en France
au XIX^e siècle.

Années	Prix	Années	Prix	Années	Prix
1801.	22 19	1823.	17 52	1845.	19 75
1802.	25 14	1824.	16 22	1846.	24 05
1803.	22 88	1825.	15 74	1847.	29 01
1804.	18 36	1826.	15 85	1848.	16 65
1805.	20 22	1827.	18 21	1849.	15 37
1806.	20 »	1828.	22 03	1850.	14 32
1807.	18 60	1829.	22 59	1851.	14 48
1808.	16 67	1830.	22 39	1852.	17 23
1809.	15 17	1831.	22 10	1853.	22 39
1810.	20 26	1832.	21 85	1854.	28 82
1811.	26 33	1833.	16 62	1855.	29 32
1812.	33 »	1834.	15 25	1856.	30 75
1813.	22 82	1835.	15 25	1857.	24 37
1814.	17 73	1836.	17 32	1858.	16 75
1815.	19 53	1837.	18 53	1859.	16 74
1816.	28 31	1838.	19 51	1860.	20 24
1817.	36 16	1839.	22 14	1861.	24 55
1818.	24 65	1840.	21 84	1862.	23 24
1819.	18 42	1841.	18 54	1863.	19 78
1820.	19 13	1842.	19 56	1864.	17 80
1821.	17 79	1843.	20 46	1865.	16 94
1822.	15 49	1844.	19 75	1866.	19 59

Années	Prix	Années	Prix	Années	Prix
1867.	26 02	1879.	21 92	1891 . . .	20 58
1868.	26 08	1880.	22 90	1892	17 87
1869.	20 21	1881.	22 28	1893	16 55
1870.	20 48	1882.	21 51	1894	15 21
1871.	26 65	1883.	19 16	1895	14 40
1872.	22 90	1884.	17 76	1896	14 32
1873.	25 70	1885.	16 80	1897	18 85
1874.	24 31	1886.	16 94	1898	19 90
1875.	19 38	1887.	18 13	1899	15 35
1876.	20 64	1888.	18 87	1900	14 77
1877.	23 42	1889.	18 45		
1878.	23 08	1890.	19 05		

Périodes décennales	Prix moyens
1801-1810	19 96
1811-1820	24 59
1821-1830	18 38
1831-1840	19 04
1841-1850	19 75
1851-1860	22 11
1861-1870	21 47
1871-1880	23 09
1881-1890	18 90
1891-1900	16 80

Ecarts entre les prix moyens des départements
de prix extrêmes pour chaque année.

Années	Prix	Années	Prix	Années	Prix	Années	Ecarts
	fr. c.		fr. c.		fr. c.		fr. c.
1801. .	17 02	1826. .	9 08	1851. .	8 49	1876. .	8 42
1802. .	9 20	1827. .	11 24	1852. .	7 49	1877. .	11 75
1803. .	27 44	1828. .	12 05	1853. .	6 25	1878. .	13 01
1804. .	22 70	1829. .	9 40	1854. .	5 69	1879. .	6 30
1805. .	16 71	1830. .	12 54	1855. .	7 42	1880. .	8 34
1806. .	22 68	1831. .	8 80	1856. .	9 29	1881. .	11 80
1807. .	15 82	1832. .	9 96	1857. .	7 61	1882. .	12 78
1808. .	17 19	1833. .	11 32	1858. .	7 25	1883. .	7 »
1809. .	12 75	1834. .	11 02	1859. .	7 61	1884. .	11 05
1810. .	21 21	1835. .	9 24	1860. .	6 75	1885. .	5 06
1811. .	33 58	1836. .	12 55	1861. .	7 40	1886. .	6 02
1812. .	27 87	1837. .	12 29	1862. .	7 23	1887. .	6 61
1813. .	17 64	1838. .	8 25	1863. .	7 38	1888. .	5 28
1814. .	21 75	1839. .	6 94	1864. .	6 »	1889. .	5 23
1815. .	23 42	1840. .	8 36	1865. .	5 58	1890. .	4 09
1816. .	15 85	1841. .	9 90	1866. .	5 40	1891. .	3 60
1817. .	22 21	1842. .	10 85	1867. .	8 30	1892. .	5 74
1818. .	13 91	1843. .	9 59	1868. .	6 48	1893. .	7 23
1819. .	14 »	1844. .	8 82	1869. .	5 30	1894. .	7 50
1820. .	12 21	1845. .	9 43	1870. .	6 46	1895. .	6 01
1821. .	11 54	1846. .	9 03	1871. .	10 »	1896. .	10 32
1822. .	12 48	1847. .	9 80	1872. .	»	1897. .	6 42
1823. .	11 37	1848. .	8 54	1873. .	»	1898. .	7 28
1824. .	11 18	1849. .	9 49	1874. .	12 32	1899. .	4 99
1825. .	10 61	1850. .	8 05	1875. .	12 94	1900. .	4 40

Mois dont les moyennes sont les plus hautes et les plus basses pour chaque année.

Années	Mois dont le prix moyen est le plus haut de l'année	Mois dont le prix moyen est le plus bas de l'année	Ecart entre les prix extrê- mes	Années	Mois dont le prix moyen est le plus haut de l'année	Mois dont le prix moyen est le plus bas de l'année	Ecart entre les prix extrê- mes
1801	Messidor	Vendémiaire	3 44	1825	Décembre	Avril	0 59
1802	Prairial	Brumaire	6 82	1826	Décembre	Septembre	0 72
1803	Nivôse	Fructidor	5 45	1827	Décembre	Janvier	5 54
1804	Vendémiaire	Prairial	3 44	1828	Nov. et déc.	Juin	1 46
1805	Thermidor	Vendémiaire	3 43	1829	Mai	Septembre	3 44
1806	Janvier	Décembre	1 81	1830	Octobre	Janvier	1 44
1807	Avril	Décembre	2 96	1831	Juillet	Mai	1 09
1808	Avril	Décembre	2 25	1832	Mai	Décembre	7 46
1809	Décembre	Juin et juillet	1 18	1833	Janvier	Décembre	2 55
1810	Décembre	Janvier	9 37	1834	Décembre	Mars	0 61
1811	Décembre	Juin	6 82	1835	Mars	Septembre	1 35
1812	Avril	Septembre	14 30	1836	Décembre	Janvier	3 42
1813	Janvier	Décembre	11 37	1837	Juin	Août et sept.	1 14
1814	Mai	Janvier	2 44	1838	Décembre	Janvier	3 59
1815	Décembre	Mai	4 88	1839	Octobre	Mai	1 59
1816	Décembre	Janvier	11 45	1840	Avril	Novembre	5 26
1817	Juin	Septembre	14 43	1841	Novembre	Juin	2 65
1818	Janvier	Décembre	8 98	1842	Octobre	Avril	1 43
1819	Janvier	Décembre	5 40	1843	Juillet	Avril	2 31
1820	Juin	Janvier	5 49	1844	Avril	Décembre	2 76
1821	Janvier	Décembre	4 62	1845	Décembre	Janvier	4 13
1822	Décembre	Mars	1 65	1846	Décembre	Avril	5 75
1823	Avril	Septembre	2 81	1847	Mai	Décembre	7 62
1824	Avril	Septembre	1 60	1848	Janvier	Décembre	4 79

Années	Mois dont le prix moyen est le plus haut de l'année	Mois dont le prix moyen est le plus bas de l'année	Ecart entre les prix extrê- mes	Années	Mois dont le prix moyen est le plus bas de l'année	Mois dont le prix moyen est le plus bas de l'année	Ecart entre les prix extrê- mes
1849	Mai	Décembre	1 48	1875	Août	Mai	1 70
1850	Septembre	Juillet	1 04	1876	Décembre	Janvier	2 03
1851	Juillet	Janvier	1 37	1877	Juillet	Février	3 20
1852	Décembre	Juillet	1 90	1878	Avril	Décembre	3 10
1853	Décembre	Mai	12 80	1879	Décembre	Février	3 40
1854	Juin	Septembre	7 23	1880	Juin	Septembre	3 78
1855	Décembre	Avril	7 11	1881	Octobre	Janvier	2 17
1856	Juillet	Avril	6 11	1882	Mars	Novembre	3 96
1857	Février	Décembre	10 85	1883	Janvier	Décembre	0 54
1858	Janvier	Décembre	2 27	1884	Janvier	Oct. et déc.	2 20
1859	Décembre	Mars	2 63	1885	Mai	Septembre	1 08
1860	Novembre	Janvier	3 36	1886	Juillet	Janvier	0 54
1861	Septembre	Janvier	4 90	1887	Juin	Janvier	3 24
1862	Janvier	Décembre	5 64	1888	Août	Janvier	1 15
1863	Juin	Décembre	3 27	1889	Mars	Novembre	1 11
1864	Juin	Décembre	2 37	1890	Juillet	Novembre	1 69
1865	Décembre	Janvier	0 52	1891	Mai	Décembre	2 55
1866	Décembre	Janvier	7 42	1892	Janvier	Décembre	2 77
1867	Novembre	Juin	4 03	1893	Mai	Novembre	1 04
1868	Avril	Décembre	10 98	1894	Février	Oct. et déc.	1 89
1869	Janvier	Décembre	2 16	1895	Juin	Décembre	0 56
1870	Juin	Février	4 14	1896	Juin	Septembre	0 65
1871	Juin	Janvier	3 97	1897	Décembre	Janvier	5 86
1872	Janvier	Septembre	4 19	1898	Mai	Septembre	7 05
1873	Décembre	Janvier	6 13	1899	Février	Décembre	2 75
1874	Juin	Décembre	4 49	1900	Avril	Juin	0 67

Tableau de la production et du commerce extérieur du blé
en France au XIX^e siècle.

Années	Production	Importations	Exportations	Années	Production	Importations	Exportations
	hectolitres	hectolitres	hectolitres		hectolitres	hectolitres	hectolitres
1815	39.460.971	»	68.062	1838	67.743.571	100.685	650.570
1816	43.316.694	»	49.633	1839	64.935.732	1.178.101	784.494
1817	47.084.044	»	54.934	1840	80.880.431	2.240.734	201.092
1818	52.697.927	»	24.740	1841	71.463.683	156.341	854.168
1819	»	»	»	1842	71.314.220	562.573	858.500
1820	44.347.720	660.622	68.062	1843	73.650.509	2.024.893	287.341
1821	58.219.268	590.247	49.633	1844	82.454.845	2.475.162	376.951
1822	50.856.707	954	54.934	1845	71.963.280	748.905	436.586
1823	58.676.862	»	24.740	1846	60.696.968	4.914.229	244.546
1824	64.788.972	709	21.586	1847	97.611.140	10.095.484	196.515
1825	61.035.177	945.459	59.229	1848	87.994.435	1.250.057	1.924.896
1826	59.631.917	84.635	41.682	1849	90.761.712	4.502	2.959.710
1827	56.785.944	157.696	32.793	1850	87.986.788	843	4.345.887
1828	58.823.512	1.133.970	65.743	1851	85.986.432	102.544	4.857.356
1829	64.235.521	1.609.784	62.133	1852	86.065.386	267.953	2.359.479
1830	52.782.008	1.936.937	2.774	1853	63.709.038	4.781.658	1.048.350
1831	56.429.694	1.138.320	259.413	1854	97.194.271	5.570.410	252.106
1832	80.089.016	1.463.146	223.058	1855	72.936.726	5.677.759	192.657
1833	66.073.141	6.323	232.913	1856	85.308.953	8.773.392	168.681
1834	61.981.226	456	264.157	1857	110.426.462	3.885.000	403.159
1835	71.697.484	459	273.386	1858	109.989.747	1.828.984	6.455.271
1836	63.583.725	220.504	310.556	1859	87.545.960	1.401.159	8.177.329
1837	67.915.534	285.132	469.578	1860	101.573.625	729.124	4.822.889

Années	Production	Importa- tions	Exporta- tions	Années	Production	Importa- tions	Exporta- tions
	hectolitres	hectolitres	hectolitres		hectolitres	hectolitres	hectolitres
1861	75.416.287	13.696.418	1.230.443	1881	96.810.356	17.585.010	433.275
1862	99.292.224	6.288.949	563.086	1882	122.153.524	17.884.842	298.551
1863	116.781.794	2.469.068	829.534	1883	163.753.426	14.310.972	372.104
1864	111.274.018	813.904	2.057.214	1884	144.230.977	15.024.655	256.659
1865	95.571.609	342.982	4.779.199	1885	109.861.862	9.178.762	263.543
1866	85.131.455	838.732	6.861.025	1886	107.287.082	9.944.539	183.608
1867	83.005.739	9.249.718	573.920	1887	112.456.107	12.319.479	104.565
1868	116.783.000	11.073.245	680.680	1888	98.740.728	15.671.652	193.411
1869	107.941.553	1.849.905	885.029	1889	108.319.771	15.805.986	231.434
1870	»	»	»	1890	116.915.880	14.674.033	170.818
1871	69.276.419	13.925.446	154.513	1891	77.265.828	27.549.162	135.912
1872	120.803.459	5.659.326	4.137.202	1892	109.537.907	25.933.761	254.337
1873	81.892.667	6.923.939	2.972.090	1893	97.792.080	13.678.386	398.581
1874	133.130.163	10.939.867	2.280.805	1894	122.469.207	17.046.900	510.091
1875	100.634.861	4.713.210	6.556.319	1895	119.967.445	6.669.037	280.225
1876	95.439.832	7.119.291	3.372.014	1896	119.742.446	2.526.499	358.220
1877	100.145.651	4.650.781	5.175.307	1897	86.900.088	7.319.148	373.828
1878	95.270.698	18.639.746	820.233	1898	128.096.149	26.787.218	797.961
1879	79.335.866	29.788.434	439.044	1899	128.418.920	2.113.983	404.003
1880	99.471.559	27.200.473	407.753	1900	114.710.880	2.112.390	531.209

*Variations du prix moyen de l'hectolitre de blé en France, Angleterre,
Russie, de 1851 à 1900 et en Italie et Amérique du Nord
de 1862 à 1900.*

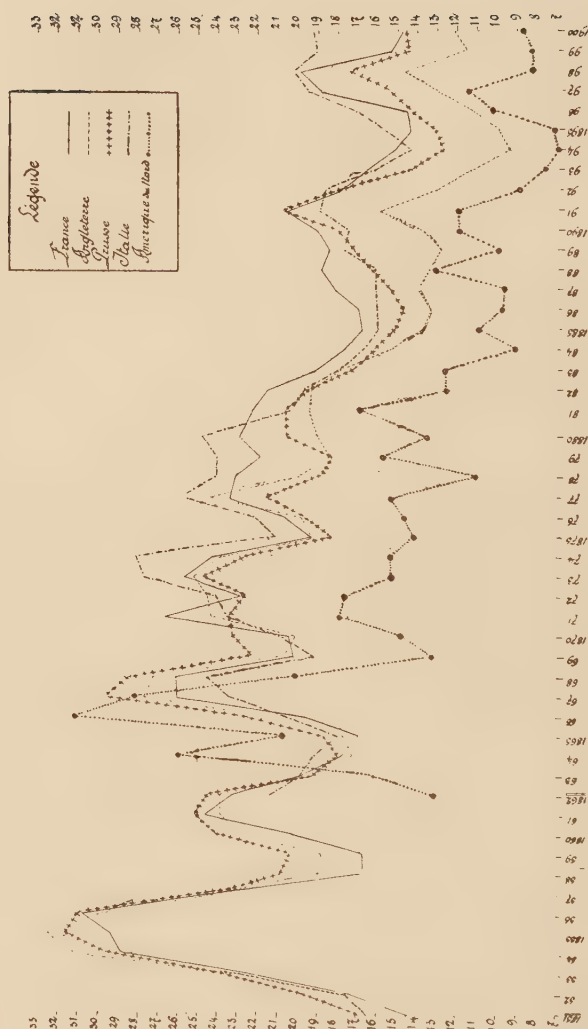


TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES	1
INTRODUCTION.	3

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Histoire de la statistique du prix de blé en France	11
CHAPITRE II. — Influences qui se sont exercées sur le prix du blé	28
I. — Le prix du blé et la production	28
II. — Le prix du blé et les communications . .	36
III. — Le prix du blé et la législation douanière.	49
IV. — Le prix du blé et la monnaie	62

DEUXIÈME PARTIE

Le nivellement des prix au point de vue mondial. . .	71
CONCLUSION	97

